

Bilan d'appel d'offres
de recherche
mai 2006

PUCA

Sociétés urbaines et habitat
La ville pour tous

Renouveler l'urbain au nom de la mixité ?

Plan Urbanisme Construction Architecture
Département Sociétés urbaines et habitat

Renouveler l'urbain au nom de la mixité ?

Bilan de l'appel à propositions de recherche

Mai 2006

Ce bilan a été réalisé par **Valentine POIRÉE**, Étudiante en Psychologie Environnementale, Master Travail et Vie Sociale, à l'Université de Paris V René Descartes.

Responsables Scientifiques de l'appel à propositions de recherche :

Jacques DONZELOT, Conseiller Scientifique au PUCA,

Claire GILLIO (PUCA),

Evelyne PERRIN (PUCA),

Nicole ROUSIER, Conseiller Scientifique au PUCA.

Secrétariat du programme :

Colette JOSEPH

Communication :

Josette MARIE-JEAN-ROBERT

josette.marie-jean-robert@equipement.gouv.fr

Le texte complet de l'appel à propositions de recherche est consultable sur le site internet du PUCA :
www.urbanisme.equipement.gouv.fr/puca

Sommaire

Renouveler l'urbain au nom de la mixité ?Présentation de la consultation	5
Objet de la consultation	5
Suivi du programme	5
Regroupement thématique des projets retenus	6
Présentation des projets retenus.....	7

Thème 1 - Les tendances lourdes de l'évolution du peuplement urbain

Le gouvernement des mouvements de recomposition de la population urbaine.....	11
Le renouvellement de la ville : vecteur de sélection sociale ou levier de justice urbaine.....	12
La gentrification : une mixité sociale à l'envers ?.....	13
Recomposition du peuplement urbain en ZUS et hors ZUS, régulation des marchés segmentés de l'habitat et structures urbaines des équipements et emplois.....	14

Thème 2 - Interactions entre classes sociales ou interethnique dans la fréquentation des espaces et équipement publics

Sectorisation scolaire et mixité sociale. Production et usages de l'offre scolaire dans la « ville à trois vitesses ». ..	17
---	----

Thème 3 - Mobilisation du principe de mixité par les acteurs

La notion de mixité dans le renouvellement urbain en France et au Danemark.....	21
La mixité à l'épreuve du renouvellement urbain : contenus et mode de fonctionnement de la notion dans les projets de renouvellement urbain en regard des objectifs qu'ils poursuivent.....	22

Thème 4 - Référentiels d'actions et systèmes d'acteurs

Mandats publics , leviers privés de la mixité	25
Renouveler le modèle de développement économique local au nom de l'urbain.....	26
Les opérations de rénovation urbaine : systèmes d'actions et logiques d'acteurs.....	28
Les élus, la République et la mixité.....	29

Thème 5 - Effets des politiques de renouvellement urbain

La gentrification comme stratégie de renouvellement urbain ; les effets du renouvellement urbain.....	33
aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.....	33

Thème 6 - Relation entre mixité sociale et mixité fonctionnelle

Les entreprises face aux politiques territoriales de mixité urbaine : l'exemple de l'agglomération nantaise.	37
---	----

Annexes

Les références scientifiques classées par équipe, en référence au sujet	41
Compléments bibliographiques donnés par les équipes retenues.....	47
Les projets reçus à la consultation.....	53
Jury scientifique.....	57
L'appel à propositions de recherche	59

Renouveler l'urbain au nom de la mixité ?

Présentation de la consultation

Cette action de recherche s'inscrit dans le programme « la ville pour tous » du PUCA, dont l'enjeu général est de déterminer les conditions permettant de rendre la ville plus solidaire.

Deux séminaires ont précédé le lancement de cet appel à propositions de recherche au PUCA :

- Le séminaire « Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité », animé par Marie-Christine JAILLET (directrice du CIRUS, Université de Toulouse Le Mirail) et Evelyne PERRIN. Ce séminaire de neuf séances de janvier 2004 à janvier 2005 a procédé à un état des lieux des connaissances concernant le couple ségrégation/mixité en s'interrogeant sur l'évolution de la composition sociale des agglomérations, sur les pratiques de cohabitation dans l'habitat et les espaces publics, et sur la mobilisation de la notion de mixité sociale dans les politiques des bailleurs sociaux, des collectivités locales et de l'Etat.
- Le séminaire « La ville à trois vitesses », animé par Jacques DONZELOT (Université Paris X - Nanterre, Conseiller Scientifique au PUCA) et Marie-Christine JAILLET. Ce séminaire a présenté une lecture des tendances générales affectant la ville contemporaine, la « relégation » qui touche les zones urbaines défavorisées, la « gentrification » ou reconquête des quartiers centraux des villes par les couches supérieures, et la « péri-urbanisation » qui exprime le départ de couches moyennes dans des périphéries de plus en plus éloignées. Il s'est interrogé sur les risques d'éclatement ou de séparation entre groupes sociaux dont sont porteurs ces mouvements.

Objet de la consultation

S'appuyant sur ce double constat, l'appel à propositions de recherche visait à la fois à l'approfondir en l'étendant à des agglomérations de taille différente et de divers pays européens, et à interroger au regard du principe de mixité sociale les politiques de renouvellement urbain mises en œuvre dans cette période.

Aussi le premier axe de l'appel à propositions de recherche portait-il sur les tendances lourdes de l'évolution du peuplement urbain au cours des dernières années, afin de préciser la force de ces mouvements et leurs effets sur la composition sociale des agglomérations étudiées. Il était

recommandé notamment d'appréhender ces tendances à des échelles suffisamment larges (aires métropolitaines), mais à plusieurs échelles simultanément. Un appel était lancé à questionner les outils de mesure de la ségrégation urbaine disponibles ou à en proposer de nouveaux. Il était souhaité que les analyses ne se limitent pas à l'Ile de France ou aux « villes globales », mais portent également sur des agglomérations de second rang.

Dans cette approche des tendances lourdes de l'évolution du peuplement urbain, place devait être faite aux situations concrètes d'interaction sociale, dans l'habitat ou dans les espaces publics, aux pratiques sociales de cohabitation, aux rapports entre mixité sociale et mixité fonctionnelle des espaces urbains.

Le second axe de l'appel à propositions de recherche portait sur les politiques de renouvellement urbain et sur leur analyse au regard de la notion de mixité par laquelle elles se légitiment fréquemment. A cet effet, un travail de décryptage de l'usage de cette notion était souhaité, afin d'identifier les représentations sous-jacentes, et les dispositifs concrets par lesquels les acteurs entendaient la mettre en œuvre. Les équipes étaient invitées à procéder à des comparaisons dans le territoire national ou entre pays européens, et à analyser les processus d'élaboration des projets de renouvellement urbain, les systèmes d'acteurs, les relations entre décideurs et habitants, d'une part, et d'autre part les effets de ces politiques, tant sur le patrimoine bâti, sur la composition sociale urbaine, sur les pratiques sociales, que sur la diversification ou la spécialisation économique des différents quartiers.

Lancé en avril 2005, l'appel à propositions a reçu le 30 juin 25 réponses. Le jury s'est réuni le 7 septembre 2005 sous la présidence de Bernard POUYET, Président du Conseil Scientifique du PUCA, et de Michèle TILMONT, Secrétaire Permanente du PUCA. Il a retenu 13 projets. 12 sont financés par le PUCA, un par la Délégation Interministérielle à la Ville.

Suivi du programme

Pour accompagner ce programme, il est prévu, en 2006-2007 **un séminaire en 3 phases** :

Une première phase, « classique », animé par François MENARD, regroupant les chercheurs et les partenaires

et destiné à amorcer l'échange entre les équipes autour d'entrées thématiques particulières, à confronter les premières observations, à construire des lignes directrices communes ou, a contrario, à formaliser les controverses. Cette première phase fera l'objet de 3 à 4 rencontres.

Une seconde phase, plus « expérimentale », animée par Jacques DONZELOT et Marie-Christine JAILLET, centrée sur une rencontre avec les élus, des techniciens et des gestionnaires d'un certain nombre de villes (environ six) et s'appuyant sur un travail préparatoire leur permettant de présenter la problématique du « renouvellement urbain au nom de la mixité » telle qu'elle se pose de leur point de vue dans leur ville ou agglomération. Cette seconde phase est destinée d'une part à mettre, *in vivo*, les catégories d'analyses en cours à l'épreuve de leur réception par des acteurs engagés dans des politiques locales de renouvellement urbain, et d'autre part à faire en sorte que, sous la forme d'une maïeutique, la recherche accompagne le travail réflexif de ces mêmes acteurs sur leurs pratiques et représentations, sans attendre mais sans se substituer aux évaluations formelles des politiques mises en œuvre, ni remplacer les colloques ou publications issus du programme de recherche.

Une troisième phase enfin, consacrée à la récapitulation des acquis du programme et destinée à faire émerger des analyses et des questions transversales susceptibles d'apporter une valeur ajoutée aux recherches elle-mêmes, contribuant, par cet éclairage, à créer des conditions favorables de leur diffusion et à leur transmission.

Regroupement thématique des projets retenus

L'appel d'offres était axé sur deux entrées principales : les tendances lourdes de l'évolution du peuplement, et les politiques de renouvellement urbain à l'épreuve de la mixité.

Les 25 projets reçus peuvent être regroupés grossièrement en 7 thématiques :

- Tendances lourdes de l'évolution du peuplement urbain (6 projets).
- Interactions entre classes sociales ou interethniques dans la fréquentation des espaces et équipements publics (5 projets).
- Mobilisation du principe de mixité par les acteurs (6 projets).

- Référentiels d'action et systèmes d'acteurs des politiques de renouvellement urbain (2 projets).
- Relation entre mixité sociale et mixité fonctionnelle (1 projet).

Sur 25 projets reçus, 8 proposent des comparaisons européennes.

Seuls les 13 projets retenus seront présentés dans le regroupement ci-dessous :

Les projets proposant des comparaisons européennes sont marqués d'une astérisque*.

Thème 1 : Tendances lourdes de l'évolution du peuplement urbain

- Le gouvernement des mouvements de recomposition de la population urbaine. Une approche comparée de différents contextes de métropolisation. LAPSAC – Thierry OBLET.
- Le renouvellement de la ville : vecteur de sélection sociale ou levier de justice urbaine ? Pierre BERGEL et William LE GOFF.*
- La gentrification : une mixité sociale à l'envers ? Christophe GUILLY et Christophe NOYÉ.
- Recomposition du peuplement urbain en ZUS et hors ZUS, régulation des marchés segmentés de l'habitat et structures urbaines des équipements et emplois. ATEMHA – Benoît FILIPPI .

Thème 2 : Interactions entre classes sociales ou interethniques dans la fréquentation des espaces et équipements publics

- Sectorisation scolaire et mixité sociale. Production et usages de l'offre scolaire dans la « ville à trois vitesses ». Geneviève ZOÏA.

Thème 3 : Mobilisation du principe de mixité par les acteurs

- La notion de mixité dans le renouvellement urbain en France et au Danemark. John ANDERSEN, Jasper VISTI HANSEN.*
- La mixité à l'épreuve du renouvellement urbain : contenus et mode de fonctionnement de la notion dans les projets de renouvellement urbain en regard des objectifs qu'ils poursuivent. CSTB – Barbara ALLEN, Michel BONETTI.

Thème 4 : Référentiels d'action et systèmes d'acteurs des politiques de renouvellement urbain.

- Mandats publics, leviers privés de la mixité. Fondation des villes – Jean-Roland BARTHÉLÉMY.
- Renouveler le modèle de développement économique local au nom de l'urbain. EPURES – Rémi DORMOIS.*
- Les opérations de rénovation urbaine : système d'actions et logiques d'acteurs. Centre d'analyse des politiques territoriales – Renaud EPSTEIN.
- Les élus, la République et la mixité. REPS – Thomas KIRSZBAUM.

Thème 5 : Effets des politiques de renouvellement urbain

- La gentrification comme stratégie de renouvellement urbain ; les effets du renouvellement urbain au Pays Bas et au Royaume Uni. Jan Willem DUYENDAK.*

Thème 6 : Relation entre mixité sociale et mixité fonctionnelle

- Les entreprises face aux politiques territoriales de mixité urbaine. L'exemple de l'agglomération nantaise. CREDOC – Isabelle VAN DE WALLE

Présentation des projets retenus

N°	Titre du projet	Equipe et Responsable Scientifique
1	Le gouvernement des mouvements de recomposition de la population urbaine. Une approche comparée de différents contextes de métropolisation.	Thierry OBLET LAPSAC Université Victor Segalen - Bordeaux 2 3 ter, place de la Victoire 33076 - Bordeaux cedex Tel : 05 57 57 18 57 thierry.oblet@wanadoo.fr
6	La gentrification comme stratégie de renouvellement urbain ; les effets du renouvellement urbain aux Pays Bas et au Royaume Uni.	Jan Willem DUYVENDACK En France au 1 rue Thomas Edison - 57070 METZ. Tel : +31 20 52 52 940 www.fmg.uva.nl/sociologie ou Institut Verwey Kromme Nieuwegrach 3512 hg Utrecht. Tel : 030 23 00683 secr@verwey-jonker.nl
7	Mandats publics, leviers privés de la mixité.	Jean Roland BARTHELEMY Fondation des villes 37 rue Huguerie - 33000 Bordeaux Tel : 05 56 44 72 06 fondation.villes@wanadoo.fr
8	La notion de mixité dans le renouvellement urbain en France et au Danemark.	John ANDERSEN , Jasper VISTI HANSEN Université de Roskilde, département des sciences sociales P.O. Box 260, DK 4000 Roskilde jvh@ruc.dk
9	Renouveler le modèle de développement économique local au nom de l'urbain.	Remi DORMOIS EPURES- L'agence d'urbanisme de la région stéphanoise. 46, rue de la Télématique - BP 801 42952 - St Etienne cedex 9 Tel : 04 77 92 84 02 rdormois@epures.com

N°	Titre du projet	Equipe et Responsable Scientifique
12	Sectorisation scolaire et mixité sociale. Production et usages de l'offre scolaire dans la "ville à trois vitesses"	Geneviève ZOÏA 2, Place Marcel Godechot - BP 4152 34092 Montpellier Cedex Tel : 06 80 89 89 74 zoia@wanadoo.fr Association Recherche et Société 159, chemin Salinier - 34070- Montpellier Tel : 04 67 42 97 65 recherche-societe@wanadoo.fr
13	Le renouvellement de la ville : vecteur de selection sociale ou levier de justice urbaine?	William LE GOFF, Pierre BERGEL 81, rue de la République 93200 - Saint-Denis Tel : 01 48 09 38 08 et 06 08 09 08 63 wlegoff1@hotmail.com Maison de la Recherche en Sciences Humaines de Caen Université de Caen, Basse Normandie, Esplanade de la paix 14032 - Caen cedex. Tel : 02 31 56 62 93 wlegoff1@hotmail.com
14	La gentrification : une mixité sociale à l'envers ?	Christophe GUILLUY , contractant Christophe NOYE 25, rue d'Hauteville - 75010 Paris Tel : 01 42 46 11 54 guilluy@wanadoo.fr
17	Les entreprises face aux politiques territoriales de mixité urbaine. L'exemple de l'agglomération nantaise.	Isabelle VAN DE WALLE CREDOC 142, rue du Chevaleret - 75013- Paris Tel : 01 40 77 85 05 vandewalle@credoc.fr
20	Les opérations de rénovation urbaine : système d'action et logiques d'acteurs.	Renaud EPSTEIN Centre d'Analyse des Politiques Territoriales 8, rue du Grand-Prieuré 75011 Paris. Tel : 01 48 06 01 32 et 06 16 50 40 42 renaud.epstein@free.fr
21	La mixité à l'épreuve du renouvellement urbain : contenus et mode de fonctionnement de la notion dans les projets de renouvellement urbain en regard des objectifs qu'ils poursuivent.	Barbara ALLEN CSTB Laboratoire de Sociologie Urbaine Générative 4, avenue du recteur Poincaré 75782 - Paris cedex 16 Tel : 01 40 50 29 57 allen@cstb.fr
24	Les élus, la République et la mixité.	Thomas KIRSZBAUM Recherches et Etudes sur les Politiques Socio-urbaines REPS 15, rue du Pavée - 75004 - Paris Tel : 01 42 71 75 96 tkirszbaum@yahoo.fr
25	Recomposition du peuplement urbain en ZUS et hors ZUS, régulation des marchés segmentés de l'habitat et structures urbaines des équipements et emplois.	Benoit FILIPPI ATEMHA 51, rue de l'Eglise 75015 Paris Tel : 01 40 41 08 18 benoit.filippi@i-carre.net

Thème 1

Les tendances lourdes de l'évolution
du peuplement urbain

Le gouvernement des mouvements de recomposition de la population urbaine

Retour en centres-villes anciens rénovés des classes moyennes supérieures ; étalement de l'habitat de salariés moins aisés dans une vaste aire périurbaine ; cristallisation de la relégation des plus pauvres dans les grands ensembles mal réputés de la périphérie proche : les mouvements qui nourrissent la polarisation voire la fragmentation de l'espace urbain sont identifiés. En revanche, les processus qui y conduisent demandent à être examinés, en particulier si on considère ceux-ci comme autant d'actions collectives organisées impliquant une multiplicité d'acteur : élus et techniciens municipaux, représentants locaux de l'état, acteurs économiques (notamment les promoteurs immobiliers), « nouveaux » et « anciens » habitants.

Dans un contexte où les politiques de *renouvellement urbain* se présentent souvent comme un frein aux tendances ségrégatives à l'œuvre dans la ville, comme un instrument de restauration d'une mixité sociale garante de la pérennité du pacte social et de la démocratie, cette recherche a pour objet l'étude comparée du gouvernement de différents mouvements de recomposition de la population urbaine dans des sites inégalement exposés à la mondialisation. Dans cette perspective, trois mouvements significatifs des tendances lourdes du peuplement urbain ont été retenus dont l'observation et l'analyse s'effectuera sur 4 sites.

Le premier mouvement se rapporte à la gentrification et peut être illustré par la transformation de deux centres-villes historiques, celui de Bordeaux et celui de Montauban, pris dans l'ambitieux programmes de réhabilitation qui remettent à terme en question leurs caractéristiques « populaires » et « multiculturels ».

Le deuxième mouvement correspond à un processus de *résidentialisation*. Il concerne les quartiers Est de Montauban (4400 habitants) qui, via le programme de démolition/reconstruction validé par l'ANRU, pourraient bien se transformer en quartier résidentiel pour classes moyennes.

Le troisième mouvement proposé à l'étude s'inscrit dans le processus sans doute plus complexe de la périurbanisation. Une sous-préfecture de 6600 habitants dans le sud de la Gironde, Langon, et un bourg du Libournais de 1200 habitants, Branne, seront étudiés. Parce qu'ils ont connu sur la période récente un fort afflux de population venant de l'agglomération bordelaise, ces deux sites posent la question du devenir des petites villes et des bourgs dans le cadre de cette forme de croissance urbaine qu'est la métropolisation.

Pour chaque mouvement et chaque site, trois questions orienteront cette recherche :

1. Quelle est la part de volonté politique contenue dans ces mouvements de recomposition ?
2. Quelle est la nature des interactions qu'ils provoquent entre nouveaux et anciens habitants, entre différents groupes sociaux, entre acteurs économiques ?
3. Que peut-on dire du pilotage politique de ce mouvement de recomposition, notamment en ce qui concerne la qualité des relations entre les décideurs et les habitants (nouveaux et anciens) ?

La recherche sera essentiellement qualitative (analyse documentaire, observation des interactions et des modes d'usage, entretiens). Elle aura néanmoins pour préalable une analyse statistique permettant, à partir des données issues des derniers recensements de l'INSEE, de mesurer l'ampleur des mouvements de population observés et de mieux en saisir sur chaque site les caractéristiques spécifiques. La durée totale prévue pour l'étude est de 18 mois.

Thierry OBLET, Agnès VILLECHAISE-DUPONT
LAPSAC - Université Victor Segalen Bordeaux 2.
Pour en savoir plus : thierry.oblet@wanadoo.fr

Le renouvellement de la ville : vecteur de sélection sociale ou levier de justice urbaine

Le projet de recherche que nous proposons considère le renouvellement de la ville comme une entrée pertinente pour analyser les tendances lourdes de l'évolution des peuplements urbains et de leurs compositions sociales. Entre forces du marché et volontés politiques de maîtriser l'étalement des villes pour y mêler populations, usages et activités, le renouvellement urbain développe le modèle d'une ville dense, durable et partagée. Par ailleurs, le traitement des espaces relégués et le recyclage des friches urbaines vise à concilier justice sociale, maîtrise de la dilution urbaine et développement de la « compétitivité » des villes aux échelles régionales, européennes, ou mondiales. Notre projet est de confronter ce discours aux réalités sociales et spatiales en nous appuyant sur quelques exemples choisis.

La communauté d'agglomération de Caen dans le Calvados (29 communes, 226 000 habitants), celle de Plaine Commune en Seine-Saint Denis (8 communes, 307 000 habitants) ainsi que l'agglomération de Florence en Italie (600 000 habitants) constituent nos principaux terrains d'étude. Pour le cas francilien, compte tenu de la complexité des problèmes, nous y ajouterons des exemples plus localisés permettant de valider nos conclusions. Nous nous intéresserons ainsi à un certain nombre d'opérations de renouvellement/rénovation situées dans des quartiers de grands ensembles du département du Val d'Oise : Argenteuil, Garges-lès-Gonesse, Chanteloup-les-Vignes, Mantes-la-Jolie. Enquêtant au sein des périmètres Politique de la Ville mais également à leur abords immédiats, nous essaierons d'analyser les rapports qu'entretiennent ces espaces, négativement connotés, avec les territoires immédiatement limitrophes. Ces études de cas menées dans une perspectives comparatives, jouant des échelles et usant de sources classiques (recensement français et italien) mais aussi de sources moins conventionnelles comme les fichiers départementaux des notaires. En outre des entretiens seront menés auprès des élus, habitants et techniciens des espaces concernés.

En France comme en Italie, les tendances lourdes sont à l'étalement de la ville s'accompagnant conjointement d'une accentuation des polarisations sociales. Visant à

réintégrer dans la ville des secteurs et des populations exclus, les politiques de renouvellement urbain (recyclage plus rénovation) doivent être analysées de façon globale et systémique. Projetées sur les échelles larges des agglomérations et des aires urbaines, ces politiques ne parviennent pas à enrayer les processus qui mènent à la fragmentation et à l'étalement. Paradoxalement, elles contribuent même à alimenter les processus de fragmentation sociale sans forcément parvenir à limiter l'étalement spatial.

Traduire en langage opérationnel, la notion de mixité sociale est également ambivalente car elle vise dans les faits à disperser et à invisibiliser des catégories sociales paupérisées, notamment celles issues de l'immigration coloniale. En plus de leur caractéristiques socio-économiques, ces populations sont ethniquement déterminées par la société encadrante. Liées par l'implicite du pacte républicain, les administrations de l'état français comme celle des collectivités territoriales sont particulièrement démunies devant la récente ethnicisation de la question sociale. En Italie en revanche, la prise en compte de la question ethnique dans la polarisation sociale se fait de façon plus explicite, ce qui rend la comparaison a priori fructueuse. Concernant, un tel décalage entre les représentations et les discours d'une part, les actes et les dynamiques objectives d'autre part nous conduit à réinterroger les catégories du renouvellement urbain et de la mixité sociale. Envisagé lui aussi dans une perspective comparative, un tel questionnement nous permettra peut-être d'explicitier la genèse et la nature de ces multiples paradoxes.

William LE GOFF

Chercheur au Centre de Recherche sur les Espaces et les SOciétés (CRESO).

Pour en savoir plus : wlegoff1@hotmail.com

La gentrification : une mixité sociale à l'envers ?

La gentrification des derniers quartiers populaires des grandes métropoles est perçue comme une mutation favorable car elle semble s'inscrire dans les objectifs de " mixité sociale " assignés aux politiques urbaines, notamment dans le cadre des grandes opérations de renouvellement urbain. L'idée est que l'arrivée de couches moyennes et supérieures dans des quartiers en difficultés permet un rééquilibrage social qui, au final, bénéficiera aux catégories populaires.

L'analyse du processus de gentrification permet de remettre en cause cette approche angélique des mutations socio-urbaines dont l'aboutissement n'est pas l'avènement d'une " ville idéale " et mixte. Ainsi, quelle soit initiée par des acteurs privés (dans le cadre de la gentrification) ou par des acteurs publics (dans le cadre du renouvellement urbain), la transformation sociale menée au nom de la " mixité " aboutit en réalité à une accélération de l'éviction définitive des couches populaires des villes-centres et des premières couronnes des grandes métropoles. Si malaise il y a dans la pensée urbaine, c'est bien dans l'idée de vouloir renouveler l'urbain " au nom de la mixité ". La concentration de cet objectif dans les derniers territoires d'accueil des couches populaires dans les grandes métropoles (dans le parc privé social de fait et dans le parc social) à un moment où l'offre de logement pour ces catégories traduit une volonté d'accompagner la recomposition sociale des territoires et en aucun cas de s'y opposer.

L'analyse des quartiers en gentrification permettra de souligner l'ambivalence du concept de " mixité " notamment à travers la violence sociale générée par l'installation de couches supérieures dans des quartiers populaires. C'est ainsi, que le passage de quartiers homogènes socialement (quartiers populaires) à des quartiers mixtes (nouveaux arrivants issus des couches supérieures et autochtones issus des couches populaires) ne semble pas bénéficier aux couches populaires : augmentation des inégalités socio-culturelles, renchérissement du foncier, raréfaction de l'offre de logement, réappropriation des espaces publics et commerciaux, développement des collèges ghettos. Il apparaît que la mixité sociale se confond en réalité avec une violence sociale sourde dont l'issue est connue d'avance.

Le succès du concept de " mixité " s'est construit à partir d'une lecture de la société s'appuyant sur la thématique de l'exclusion. L'idée était de réintégrer des populations ou des territoires exclus à une société majoritairement intégrée. Cette thématique de l'exclusion ne dit rien des évolutions récentes et notamment de la précarisation d'une part importante des classes moyennes. On peut douter dans ce contexte que des classes moyennes aujourd'hui précarisées – et parfois engagées dans un processus de régression sociale-cautionnent très longtemps un objectif de " mixité " dans un contexte de crise de la mobilité sociale et géographique.

Nous proposons de mener cette étude sur la gentrification autour de trois axes principaux :

Le rôle central de la gentrification dans l'ensemble des dynamiques socio spatiales qui caractérisent les agglomérations et leurs périphéries. Il s'agira de montrer que la gentrification en agissant au centre des agglomérations explique aussi au moins en partie les phénomènes de relégation et aussi la dynamique de périurbanisation. Les effets de la gentrification du point de vue des « gentrifiés » en s'attachant à rechercher les effets en termes démographiques et culturels (anciennes populations confrontées à l'arrivée de nouveaux habitants aux caractéristiques sociales et démographiques différentes) et les impacts de cette distance sur l'évolution : du foncier, du logement, des espaces publics et commerciaux, du domaine scolaire. On s'attachera aussi à analyser le rôle de la puissance publique notamment au travers des opérations d'aménagement et de celles de résorption de l'habitant. Enfin, la gentrification serait envisagée au regard du principe de mixité sociale. On s'attachera à montrer que cette mixité ne résulte que d'une étape d'un processus aboutissant de fait à l'embourgeoisement des quartiers. On s'appuiera ici notamment sur une analyse du discours des nouveaux habitants et de son évolution, ainsi que de l'évolution des mobilités. Nous nous attacherons donc à poser la question : la gentrification ne constitue-t-elle pas finalement une mixité sociale à l'envers ?

Christophe GUILLY et Christophe NOYE

Pour en savoir plus : guilly@wanadoo.fr

Recomposition du peuplement urbain en ZUS et hors ZUS, régulation des marchés segmentés de l'habitat et structures urbaines des équipements et emplois

Notre projet de recherche se propose de développer de nouveaux outils et méthodes d'analyse des structures du peuplement résidentiel et de ses évolutions, permettant d'en analyser les ressorts, en les raccordant :

- aux modes de régulation des marchés résidentiels et immobiliers
- aux configurations urbaines des équipements et des emplois.

Notre proposition vise à développer une analyse comparative des structures urbaines de peuplement résidentiels d'un ensemble de villes françaises, selon la méthode d'analyse des données FILOCOM présentées par B. FILIPPI (ATEMHA) dans le séminaire « diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité », et illustrant les contextes lyonnais et franciliens. Ces analyses des polarisations sociales des territoires adoptent une approche « ville et habitat », et permettent de rendre compte aussi des polarisations sociales des parcs de logements qui composent les différents quartier ou secteurs urbains.

Cette double approche des profils d'occupation des parcs et des quartiers apparaît incontournable dès lors qu'on entend comparer les évolutions de peuplement des quartiers « ZUS », labellisés par la Politique de la Ville, à celle des autres quartiers, et de l'intégrer ainsi à une compréhension des dynamiques lourdes des recompositions résidentielles à l'œuvre à l'échelle de l'aire urbaine tout entière.

Les analyses des relations « habitat/habitants » proposées ici, prolongent les analyses de la division sociale de l'espace, et permettent à la socio-économie de l'habitat d'interroger les liens entre :

- les modes de régulation des marchés immobiliers et résidentiels,
- les évolutions du peuplement urbain et
- les configurations urbaines des équipements et des emplois.

Deux éléments caractéristiques de cette démarche de recherche sont retenues ici :

- le parti pris d'une analyse systémique, menée au niveau de « l'aire urbaine élargie » (au sens de son usage par Marc Wiel), et autorisant pourtant des analyses finement localisées, déclinant des sous-quartiers au sein d'une ZUS
- une approche pluridisciplinaire, intégrant dans un programme de recherche cohérent, les apports de l'économie résidentielle et immobilière, de la géographie et de la sociologie urbaines, ainsi que de la démographie.

Dans ces conditions, l'analyse comparative des structures de peuplement résidentiel, conduite sur plusieurs villes françaises, pourra contribuer à identifier les ressorts des tendances lourdes d'évolution de nos villes, de leurs parcs et quartiers.

C'est à partir de ces travaux empiriques indispensables que nous tenterons une reformulation institutionnaliste et régulacionniste, caractérisant les « modes de régulations urbaines » et différentes « configurations spatiales urbaines », qui se développent en relation avec les recompositions des modes de production dans la France post-fordiste et l'émergence d'un « mode de production patrimonial ».

Nous examinerons alors comment l'émergence des dynamiques de la « ville à trois vitesses » se superpose et s'emboîte avec les formes préexistantes de division sociale de l'espace, dans les différentes configurations urbaines.

Benoit FILIPPI

Directeur de l'ATelier d'Etude des Marchés et de l'HABitat (ATEMHA)(financement DIV).

Pour en savoir plus : benoit.filippi@i-carre.net

Thème 2

Interactions entre classes sociales
ou interethnique dans la fréquentation
des espaces et équipement publics.

Sectorisation scolaire et mixité sociale. Production et usages de l'offre scolaire dans la « ville à trois vitesses ».

Que ce soit à travers les thèmes de la ségrégation, de l'ethnisation des rapports sociaux ou de l'hétérogénéité scolaire, la notion de mixité sociale est à la fois une expression contemporaine forte de la pensée du lien social et un outil mobilisé par les politiques publiques. Nous examinons ici cette notion à partir d'une entrée spécifique qui est celle des mobilités engendrées par la question scolaire.

Nous nous inscrivons dans l'analyse de la production de l'offre scolaire et de ses usages en considérant la carte scolaire du point de vue de la ville plutôt que du point de vue de l'école. La sectorisation tend à imposer une contrainte frontale face à l'exercice de ce choix, notamment au nom de la mixité sociale, mais n'interdit pas totalement la mobilité. Elle peut cependant apparaître comme élément de protection de l'espace des classes moyennes. Or, nous ne raisonnons pas ici en termes de « norme » et de « contournements de cette norme », de dysfonctionnement, de contradictions entre d'une part, la mission de école intégratrice et d'autre part, les intérêts des familles « initiées », mais cherchons à saisir les mécanismes qui organisent cette contrainte et les usages par les habitants de celle-ci.

Nous faisons ainsi l'hypothèse que sont organisées simultanément et la production de la sectorisation et les voies de son « contournement », mais aussi que le choix de l'établissement scolaire - bien au-delà du monde des enseignants et des catégories sociales les plus élevées - devient un acte social majeur qui va jouer un rôle déterminant dans les mouvements spatiaux des familles et dans la production de liens sociaux.

Pour examiner ces hypothèses, nous traiterons successivement de la production des valeurs par les acteurs des dispositifs (phase 1), de l'organisation d'une offre de scolarisation (phase 2) et des façons dont les habitants prennent, investissent cette offre et organisent des mobilités sociales et spatiales, s'apparient et se séparent (phase 3).

Nous avons sélectionné comme terrains de recherche trois quartiers d'une agglomération française de 400 000 habitants, géographiquement très proches mais figurant « les trois vitesses » de l'évolution du peuplement urbain, à partir desquels nous cherchons à déterminer dans quelle mesure la fabrication de l'offre scolaire et les usages qu'en font les habitants sont conditionnés par ces grandes tendances.

L'équipe multidisciplinaire (sociologie, démographie, anthropologie) mobilisera sur ces trois terrains les outils de l'observation participante, des entretiens individuels et de groupes ainsi que le traitement d'une enquête quantitative auprès de 300 enfants au moment du passage de l'école au collège.

Geneviève ZOÏA

Pour en savoir plus : zoia@wanadoo.fr

Thème 3

Mobilisation du principe de mixité par les acteurs

La notion de mixité dans le renouvellement urbain en France et au Danemark

Il s'agit d'une recherche comparative entre la France et le Danemark sur la signification et la place qu'occupe la notion de mixité sociale dans le renouvellement urbain.

Le projet cherchera à démontrer les différences entre les utilisations de la notion de mixité sociale dans les deux pays, et par ces différences contribuer à la compréhension de cette notion en général et dans les contextes spécifiques des deux pays.

Pour atteindre cet objectif le projet travaillera les trois questions et thématiques suivantes :

- 1 : Comment caractériser les visions de la ville qui accompagnent les politiques de renouvellement urbain et la notion de mixité ?
- 2 : Dans quelle mesure le décalage historique et les spécificités culturelles de la rénovation urbaine « post-industrielle » des deux pays est-il compensé par un rapprochement des préoccupations, des pratiques et du vocabulaire ?
- 3 : Quel est le rapport selon les contextes historiques et politiques, entre la recherche d'une revitalisation économique et celle d'une recomposition de la population ?

Le projet est formulé à partir du constat que la notion de 'mixité sociale' non pas seulement en France mais aussi au Danemark joue un rôle important dans le renouvellement urbain. L'hypothèse du projet est que cette similitude apparente dissimule des différences importantes dans l'acceptation de la notion et dans les effets de la mise en œuvre des idées de la mixité sociale dans la réalité concrète du renouvellement urbain. L'hypothèse suivante en est qu'une recherche sur ces différences sera une importante contribution à une meilleure compréhension de la notion de mixité sociale.

Le projet comprend trois niveaux de recherche : Locale. Nationale. Comparative.

La méthodologie varie selon ces niveaux, mais il contient tous les trois des différents niveaux qualitatifs, qui peuvent motiver différentes approches

méthodologiques : généalogique, analyse des discours, analyse des institutions, des organisations et des pratiques sociales.

Le projet donne une place privilégiée au niveau local et la recherche sur les sites concrets dans les deux pays. Compte tenu des contraintes budgétaires ce travail sera principalement fondé sur des enquêtes, des évaluations et des matériaux empiriques déjà existants. Il s'agira d'analyser à nouveau ces matériaux sous l'angle spécifique du projet actuel. En fonction de ces analyses le projet réalisera, compte tenu des contraintes imposées, des enquêtes empiriques supplémentaires.

Pour la partie danoise le projet bénéficiera surtout des évaluations de la politique de la ville faites par le 'Danish Building Research Institute'. Le projet bénéficiera en plus du fait qu'il se réalise parallèlement avec et de son accès privilégié au réseau et travail du programme de recherche : Ségrégation, intégration locale et emploi au Département de sciences sociales à l'Université de Roskilde sous la direction du Professeur John ANDERSEN et en partenariat avec le 'Danish Building Research Institute' et aussi le Ministère de l'Intégration.

Terrains d'enquête :

En France : La Courneuve, département de la Seine-Saint Denis. Mantes-la-Jolie dans le département des Yvelines.

Au Danemark : Avedøre Stationsby, grand ensemble HLM de la commune de Hvidovre (dans la banlieue de Copenhague), site historique de la politique de la ville au Danemark. Ydre Nørrebro, une zone urbaine défavorisée de la ville de Copenhague, qui inclut le quartier HLM Mjølnerparken où plus de 90% des habitants sont d'origine étrangère. Ydre Nørrebro est aussi un site de projets créatifs de revitalisation économique.

John ANDERSEN et Jasper VISTI HANSEN.
Pour en savoir plus : jvk@ruc.dk

La mixité à l'épreuve du renouvellement urbain : contenus et mode de fonctionnement de la notion dans les projets de renouvellement urbain en regard des objectifs qu'ils poursuivent

L'extrême complexité, plasticité, de la notion de mixité invite à la prudence et à la circonspection. Plutôt que de partir d'une problématique arrêtée sur la mixité, nous préférons proposer d'interroger la façon dont les acteurs du Renouvellement Urbain pensent la question de la mixité, la manière dont ils envisagent de la favoriser au travers du Renouvellement Urbain et avec quelles conceptions de ce dernier, les intentions qui lui sont associées, les visées au nom desquelles elle est mise en oeuvre.

L'objectif de la mixité semble devenir une obligation depuis la création de l'ANRU. Même si une critique de l'usage de cette notion floue est justifiée, nous pensons qu'elle mérite d'être analysée sérieusement car, à travers elle et les projets de Renouvellement Urbain qui la soutiennent, c'est la prise en compte d'une série d'enjeux majeurs qui semble posée.

A travers six quartiers et leurs projets, nous proposons de rassembler les fils d'une analyse socio-urbaine (comment le social s'exprime dans le spatial), d'une analyse des représentations, intentions et stratégies d'action des acteurs, et d'une analyse sur les effets de sens que le renouvellement urbain et les thèmes liés, suscitent chez les habitants.

Nous proposons quatre axes de réflexion dans cette recherche :

- Mixité et fonctionnement social : La mixité, présentée à la fois comme manquante (dans les quartiers sensibles), comme disparition après un état antérieur et comme cause des troubles urbains invite à réinterroger les modes de connaissance, de compréhension et de représentation du peuplement et du fonctionnement social de ces quartiers.
- Ségrégation socio-économique, homogénéité et diversité : D'un point de vue socio-économique, il est juste de soutenir que les habitants de ces quartiers sont relativement « homogènes par le bas ». Mais dès qu'on rentre plus finement dans l'analyse, il est clair qu'on observe une grande hétérogénéité de peuplement de ces quartiers. Il semble alors nécessaire de clarifier les enjeux propres et les complémentarités entre mixité et diversité.
- Affectation de l'incivilité à l'homogénéité par le bas : Il existe sans doute une relation entre la volonté de réintroduire de la mixité sociale et l'idée que la

concentration des personnes pauvres est génératrice de délinquance et de déviance. Pour évaluer l'impact de la mixité de ce point de vue, il faut en clarifier certains contenus : attend-on, si tel est le cas, des effets des interactions sociales nouvellement produites ? de la présence des classes moyennes sur la qualité des services, des équipements des quartiers ? De l'effacement médiatique de certaines stigmatisations ? Comment selon les cas, ces différentes options vont-elles se traduire dans le projet de Renouvellement Urbain et notamment dans un certain nombre de choix (existence de seuils, choix des types, des formes, des statuts d'habitat nouvellement créés, de leur localisation et de leur rapport au reste du quartier, logiques de « dépeuplement- repeuplement », etc).

- Registre de la mixité : Il semble utile de distinguer au moins trois registres dans l'analyse des projets de renouvellement urbain et d'analyser leurs interactions : mixité sociale (peuplement réelle sur une échelle donnée), mixité socio-urbaine (interaction à différentes échelles), diversité socio-urbaine (potentiel d'étayage des identités habitantes sur différentes échelles socio-urbaines intérieures ou extérieures). Il faudra mettre ces distinguos à l'épreuve d'un avant et d'un après du Renouvellement Urbain.

Pour travailler les questions ainsi soulevées, nous proposons de croiser cinq registres d'analyse contrastés, de façon à diversifier la formation des points de vue :

- Analyse des configurations urbaines ;
- Analyse des indices de fonctionnement social sur la dimension mixité-ségrégation (observation et entretiens) ;
- Analyse des représentations et des stratégies des acteurs du projet, construction du projet ;
- Analyse de la cohérence des projets par rapport aux objectifs visés ;
- Analyse de la pertinence globale des projets.

Barbara ALLEN

CSTB

Pour en savoir plus : allen@cstb.fr

Thème 4

Référentiels d'actions et systèmes d'acteurs

Mandats publics , leviers privés de la mixité

Le renouvellement urbain intervient de multiples façons dans le cadre des divers leviers proposés par la loi SRU, puis par les ORU. L'un des secteurs du renouvellement urbain (la destruction reconstruction des friches et fragments du tissu urbain, avec des opérations plurifonctionnelles sur des zones stratégiques, qui recouvrent d'un côté des ZAC, de l'autre des opérations sous mandat confiées à des opérateurs uniques, généralement privés) a le plus rapidement débouché et a provoqué depuis quelques années la réapparition d'un secteur privé d'aménagement. Ces opérateurs couvrent désormais l'ensemble des interventions nécessaires au renouvellement urbain hors de la reconstruction des quartiers HLM en difficultés. Une réévaluation du rôle et de l'offre de ces intervenants privés ou parapublics apparaît intéressante dans le cadre de la réflexion sur la mixité.

La question du résultat opérationnel des opérations de renouvellement plurifonctionnelles est encore très incertaine en l'état des connaissances et des caractéristiques de ces opérations de long terme et complexe, aux objectifs multiples et évolutifs. Mais il nous semble que certains décalages entre les objectifs et le contenu des politiques de renouvellement sont dictés par les contraintes économiques, telles qu'elles sont orchestrées par l'urbanisme opérationnel. Souvent, ce n'est pas dans la définition des objectifs que se joue le résultat d'une opération, mais dans la qualité des dispositifs de contractualisation, de suivi, de planification.

Nous proposons de nous intéresser aux mécanismes internes de l'offre privée de renouvellement. Il s'agit de mieux comprendre la façon dont cette offre s'organise pour répondre à des injonctions aussi diverses, à travers des mécanismes financiers, une organisation spécifique de la programmation et de la maîtrise d'œuvre sur longue période.

Nous proposons d'avancer dans la connaissance de ces nouvelles productions à partir de trois entrées, éclairée par des regards extérieurs :

- un repérage des principaux acteurs et opérations de ce secteur avec un recensement et un classement de façon à en établir une typologie ; ces opérations de renouvellement seront sélectionnées à partir des objectifs de mixité sociale, économique, démographique affichés ;

- puis une campagne d'entretiens auprès de ces opérateurs visant à apporter des éléments d'explication à l'entrée des opérateurs privés sur ce marché du renouvellement urbain, à connaître les ressources humaines et financières qui l'ont autorisée, à cerner le cadre contractuel des interventions ;
- l'analyse plus approfondie de quelques opérations sera ensuite menée, à partir d'une dizaine de cas ; L'analyse de terrain permettra de vérifier auprès des partenaires les conditions du montage et de définition des objectifs, les conditions mises en place pour suivre et organiser les opérations, la stratégie financière ou de production utilisée pour permettre la « mixité ».

Quelques entretiens seront menés avec des opérateurs étrangers aux Pays Bas et en Allemagne, pour un regard critique sur les résultats. Une synthèse des résultats aboutira enfin à des conclusions représentatives, en rapport avec la connaissance de l'ensemble des opérations depuis 2000. Ces conclusions porteront sur : la typologie des opérations, le contenu des engagements et le mode de contractualisation, les dispositifs de suivi et de programmation, les méthodes de transferts de charges ou de synergie des objectifs, les modalités de compensation des surcoûts et des bénéficiaires.

L'objectif est de parvenir à mieux cerner, dans la palette des opérations menées sous le sigle du renouvellement, les opérateurs, ici l'intervention des aménageurs privés. La recherche offrira une vue nationale du renouvellement urbain mené par des aménageurs privés et une typologie des opérations du point de vue de la mixité ; les objectifs donnés et le contenu des opérations permettront de mieux comprendre ce qui est entendu par mixité (fonctionnelle et du point de vue des produits logement). L'apport s'adressera notamment aux collectivités pour le pilotage de telles opérations, grâce à une analyse des moyens affichés pour parvenir à la mixité (mandats, dispositifs) et des conséquences possibles de ces interventions à terme.

Jean-Roland BARTHELEMY

Fondation des Villes société nouvelle.

Pour en savoir plus : fondation.villes@wanadoo.fr

Renouveler le modèle de développement économique local au nom de l'urbain

Notre projet de recherche propose d'analyser la place des politiques de renouvellement urbain dans les stratégies de reconversion mises en œuvre par plusieurs villes industrielles encore confrontées à une crise sociale, économique ou urbaine, ou en sortie de crise. Comment expliquer l'attention croissante accordée aux actions de renouvellement urbain dans ces villes ? Faut-il y voir un signe d'évolution des stratégies de reconversion délaissant le champ de l'emploi et de l'économie pour des actions sur l'offre territoriale entendue au sens large ? Quelles sont les conséquences de cette instrumentation des politiques de renouvellement au service de la mutation de la base productive locale avec le passage d'une économie de production industrielle à une économie tertiaire ?

Notre hypothèse centrale de recherche est que les politiques de renouvellement urbain tendent à se substituer aux politiques de développement économique dans les stratégies de reconversion mises en œuvre dans les villes industrielles.

La démarche de recherche propose d'abord d'analyser le rôle croissant des politiques de renouvellement urbain dans les stratégies de reconversion économique mises en place dans les villes industrielles. Nous proposons d'explorer trois hypothèses explicatives de la mise à l'agenda de la thématique du renouvellement urbain dans les villes industrielles.

- L'implication des collectivités locales dans les politiques de renouvellement urbain dans les villes en reconversion économique comme effet du renouvellement des cadres référentiels de l'action publique sur la ville avec le passage de politiques de nature redistributives à des politiques visant à créer les conditions d'un développement endogène (politiques constitutives d'une offre territoriale).
- L'implication des collectivités locales dans les politiques de renouvellement urbain dans les villes en reconversion économique comme conséquence de la transformation des modes de légitimation politique depuis une légitimation politique par les inputs – résultats obtenus aux élections, contrôle des appareils partisans, notabilité – à une légitimation par les outputs c'est à dire les produits et les résultats de l'action publique.

- La troisième hypothèse explicative de la place centrale occupée par la thématique du renouvellement urbain dans les agendas des villes industrielles tient à la capacité de cette notion à générer de l'action collective, à structurer des coalitions d'acteurs publics et privés.

La démarche de recherche proposée envisage d'explorer les conséquences de cette mise à l'agenda du thème du renouvellement urbain dans les stratégies de reconversion économique des villes industrielles.

- Un recentrage du contenu des politiques de renouvellement sur des opérations de requalification du cadre physique sans coordination avec des actions sur le développement social ou sur le développement économique de proximité (commerces, formation, accès à l'emploi).
- Un management des politiques de renouvellement urbain dominé par l'accueil de nouvelles populations aux caractéristiques de revenu et au profil social différents de ceux des populations en place ce qui conduit à l'absence de co-production des politiques de renouvellement urbain avec les populations résidentes.

Pour approfondir ces hypothèses, nous proposons de mener une comparaison des politiques de renouvellement dans trois villes industrielles en cours de reconversion économique : Gênes (Italie), Saint-Etienne (France) et Sheffield (Grande Bretagne). La méthode comparative sera mobilisée afin d'enrichir l'analyse de chaque cas comparé par la confrontation avec les autres terrains. Le choix de travailler sur un certain type de villes – les villes industrielles en reconversion – nous semble être un moyen de conserver l'apport d'une analyse localisée des politiques de renouvellement urbain tout en effectuant un travail de montée en généralité difficile dans le cas d'une monographie.

Sur un plan académique, cette recherche doit permettre d'approfondir la connaissance de la fabrique locale des politiques de renouvellement urbain grâce à l'analyse des représentations, des valeurs et des idées qui sont présentes chez les élus locaux et leurs collaborateurs quant à leurs finalités. Cette approche en termes de sociologie politique nous semble en effet faire défaut dans les travaux existants sur le renouvellement urbain. En considérant les politiques de renouvellement urbain

comme un exemple des politiques constitutives d'une attractivité territoriale, ce projet de recherche s'inscrit dans la réflexion sur l'articulation des régulations publiques et privées dans le gouvernement des villes en montrant comment la politique de renouvellement urbaine est guidée par l'objectif de réinsérer la ville – prise comme acteur collectif – dans les mécanismes d'échanges économiques.

Nous proposons aussi, sous forme d'option, un mode de valorisation à destination de l'action publique innovant. Il s'agit d'organiser une rencontre des techniciens de

l'agglomération stéphanoise travaillant sur les questions de renouvellement urbain et de développement économique avec leurs collègues de Sheffield. Les résultats du travail de recherche venant alimenter cette rencontre professionnelle afin de mieux faire dialoguer les deux terrains et mettre en perspective les pratiques établies dans chacune des villes.

Rémi DORMOIS

Pour en savoir plus : rdormois@epures.com

Les opérations de rénovation urbaine : systèmes d'actions et logiques d'acteurs

Depuis que le thème —sinon le terme— de la mixité sociale a émergé sur l'agenda des politiques publiques françaises au milieu des années soixante-dix en réaction aux évolutions du peuplement des grands ensembles d'habitat social, la mise en œuvre des politiques développées au nom de cet objectif s'est systématiquement opérée par le biais de contractualisations territoriales.

La politique de la ville a joué un rôle clé en la matière, servant non seulement de cadre pour la formulation de l'objectif de mixité sociale, mais aussi en favorisant l'émergence et la diffusion de politiques territoriales fondées sur le projet et le contrat, auxquelles elle a servi de modèle dans le double sens de l'expérimentation (prototype) et de l'exemplarité (idéal-type). Au delà de la seule politique de la ville, l'objectif de mixité sociale a diffusé dans les politiques urbaines, qui ont eu recours à diverses procédures contractuelles pour opérationnaliser trois orientations stratégiques successives : la diversification du peuplement du parc social (POPS et Accords collectifs départementaux), la construction de logements sociaux dans les communes qui en étaient peu pourvues (PLH) et le renouvellement urbain pour réduire le poids du logement social dans les quartiers spécialisés (GPU et GPV).

Dans la période allant d'une décentralisation à l'autre, l'objectif de mixité sociale s'est donc traduit dans des politiques et des actions relevant de stratégies diversifiées, qui ont cependant en commun un recours

systématique à l'instrument contractuel. Avec la nouvelle étape de la décentralisation et l'entrée en application de la Loi organique relative aux lois de finances (LOLF), ce modèle contractuel semble remis en cause, au profit de nouvelles organisations (agence nationale) et de nouveaux modes d'action (appels à projets) préfigurés par la politique de rénovation urbaine.

Le présent projet de recherche porte sur la mise en œuvre locale de cette dernière, à partir d'enquêtes de terrain dans quatre sites retenus par le comité d'engagement de l'ANRU. Il vise à analyser la manière dont le changement dans le design institutionnel des politiques nationales développées au nom de la mixité sociale se traduit localement, sur le triple plan de la structuration des systèmes d'acteurs locaux, des logiques d'action et d'argumentation des différents intervenants. Il s'agit donc moins d'analyser précisément les effets et l'impact des opérations de rénovation urbaine en matière de mixité sociale que de proposer une analyse d'ensemble des transformations institutionnelles et instrumentales à l'œuvre dans les politiques urbaines, et de la manière dont la notion de mixité se trouve mobilisée et reformulée par les différents acteurs dans ce nouveau contexte.

Renaud EPSTEIN

Pour en savoir plus : renaud.epstein@free.fr

Les élus, la République et la mixité

Rénover les quartiers au nom de la nécessaire mixité sociale et par les moyens proprement urbains : cette stratégie n'a guère été discutée dans son fondement au cours des débats parlementaires récents. Tout se passe comme si l'enjeu de la mixité sociale, sinon dans la ville, du moins dans les quartiers dits « sensibles », avait fini par s'imposer comme une cause exigeant l'unité de la Nation, parce qu'elle touche au cœur du « vivre ensemble » républicain.

Le décalage est saisissant entre ce consensus de la classe politique nationale et la perplexité des chercheurs vis-à-vis des politiques de mixité volontaire. La posture presque unanimement critique de ces derniers se justifie par deux grands types d'arguments : la relativité de la notion de mixité, dont la fonction dans les politiques urbaines serait essentiellement idéologique ; le caractère illusoire et non dénué d'effets pervers des politiques conduites en son nom.

Le contraste est si grand entre le consensus politique national et les objections soulevées par le milieu de la recherche urbaine que l'on peut se demander si l'univocité des orientations nationales résiste à l'épreuve de leur mise en œuvre locale. Chacun pouvant lui donner sa définition propre, la mixité ne peut-elle faire l'objet de reformulations locales pour servir des objectifs plus diversifiés que la seule « remise à niveau » de la composition sociale et ethnique des quartiers prioritaires de la politique de la ville ?

La diversité même des enjeux territoriaux semble propice au pluralisme des approches. La région Ile-de-France offre de ce point de vue un tableau éloquent de la diversité et de la complexité des configurations territoriales de peuplement. Tel était le diagnostic posé par l'Instance d'évaluation de la politique de la ville en Ile-de-France, à la fin des années 90. Cinq grands types de situations urbaines étaient distingués, correspondant à autant de modes d'appréhension des divisions sociales de l'espace francilien : les territoires historiques de l'industrie et de l'habitat ouvrier, les poches de pauvreté de l'Ouest de la métropole, les quartiers disproportionnés dans leur environnement local, le tissu urbain récent et les centres dégradés de Paris et de la petite couronne. Ce cadre d'analyse avait une fonction d'orientation des stratégies publiques (reprises dans le Contrat de Plan Etat - Région). Il

dessinait une pluralité de stratégies de mixité possibles face à une diversité d'enjeux territoriaux : la mixité volontaire, la mobilité facilitée et le développement endogène.

L'objectif de la recherche proposée est d'observer les traductions locales du principe de mixité sociale dans cette variété de situations urbaines. Il s'agit de voir si la pluralité des enjeux territoriaux répondent une pluralité de registres argumentaires et de registres d'action.

Trois hypothèses sont formulées : l'existence d'une pluralité de représentations de la composition sociale légitime des quartiers dans le discours des acteurs locaux, dont il s'agit d'établir la typologie ; la dissociation des scènes locales (publique, politique et technique) au sein desquelles l'enjeu de la mixité est susceptible d'être débattu, cette dissociation ayant pour effet de limiter l'expression de désaccords éventuels sur le thème de la mixité ; enfin, la faible différenciation des stratégies locales de mixité et la prévalence de la stratégie de mixité volontaire, même si les variations locales sont plausibles selon le degré de volontarisme des élus locaux.

Il est proposé de retenir cinq terrains d'enquête représentatifs des cinq enjeux territoriaux distingués par l'évaluation francilienne de la politique de la ville : Argenteuil, le quartier communal des Blagis, Clichy-Montfermeil, Créteil et Aubervilliers.

La recherche se déroulera sur une période de 15 mois. Elle débutera par une caractérisation synthétique des enjeux territoriaux et de la division sociale de l'espace propre à chacun des cinq sites. Puis entre 10 et 15 entretiens (au minimum) seront conduits sur chacun des sites, en veillant à interroger un panel représentatif des trois secteurs de la société locale : élus, techniciens et société civile. En parallèle, l'analyse des différentes scènes de débat et des stratégies locales sera complétée par une investigation documentaire. Cinq monographies seront produites. La recherche s'achèvera avec la remise d'un rapport final proposant une lecture transversale des matériaux recueillis sur les sites d'enquête.

Thomas KIRSZBAUM
REPS

Pour en savoir plus : tkirszbaum@yahoo.fr

Thème 5

Effets des politiques de renouvellement urbain

La gentrification comme stratégie de renouvellement urbain ; les effets du renouvellement urbain aux Pays-Bas et au Royaume-Uni

Alors que dans le reste du monde, la « gentrification » est souvent considérée comme un processus plutôt autonome qui bouleverse le marché du logement, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, elle est appréhendée comme un instrument politique important afin de réserver la ville aux classes moyennes et d'augmenter les chances des groupes vulnérables dans les quartiers défavorisés. La « gentrification » est non seulement positive, mais elle peut aussi être canalisée, selon les décideurs politiques néerlandais et britanniques.

Aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, ce point de vue a conduit à la mise en route de projets de renouvellement urbain à grande échelle, axés sur la préservation des classes moyennes pour les quartiers urbains moins aisés. L'approche physique domine dans ces programmes : la restructuration radicale des quartiers délabrés et socialement défavorisés, avec la différenciation pour mot clé, permet une meilleure rencontre de l'offre et de la demande sur le marché de l'immobilier, mais aussi une meilleure approche des problèmes sociaux. Des résultats décevants et des critiques scientifiques annoncent une nouvelle phase au cours de laquelle les municipalités et les organismes de logement social vont se mettre à réfléchir sur les effets sociaux des interventions physiques et sur l'association de mesures physiques à des programmes sociaux. Mais comme le diagnostic sur le contenu n'a jamais été bien fait, ces expériences débouchent essentiellement sur des discussions à propos du processus : comment peut-on combiner interventions physiques et sociales ? Il est étrange de noter que la discussion sur les effets sociaux et physiques de l'intervention combinée a rarement lieu.

Cette étude a dès lors pour but de mieux faire comprendre les différentes façons dont les processus physiques et sociaux s'influencent mutuellement afin de permettre le développement d'interventions efficaces en vue du renouvellement urbain. Pour ce faire, il est nécessaire de collecter des données empiriques nouvelles et existantes sur les pratiques de restructuration aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.

L'étude contribue ainsi à l'axe 4 de l'appel à propositions : Le registre des effets économiques et sociaux du renouvellement urbain, et, en particulier, aux deuxième et troisième sous-questions : effets sur la composition sociale urbaine et effets sur les pratiques sociales. La carte des effets du renouvellement urbain sur la population du quartier et des conséquences de ces modifications sur la vie en communauté dans le quartier est dressée.

La comparaison des Pays-Bas et du Royaume-Uni apporte une contribution à l'axe 2 de l'appel : Le registre des comparaisons européennes. Au Royaume-Uni, les secteurs du bien-être social (action sociale) et du logement sont plus étroitement liés qu'aux Pays-Bas. Dans ce contexte on peut s'attendre à plus de combinaisons d'interventions physiques (cadre bâti) et sociales (cadre de vie) ayant une valeur ajoutée pour d'autres contextes.

Jan Willem DUYVENDACK

Institut Verwey Jonker

Pour en savoir plus : secr@verwey-jonker.nl

Thème 6

Relation entre mixité sociale et mixité fonctionnelle

Les entreprises face aux politiques territoriales de mixité urbaine.

L'exemple de l'agglomération nantaise.

La proposition s'intéresse à la mixité fonctionnelle des espaces urbains. Notre première interrogation concerne les collectivités territoriales. Quel contenu donnent-elles à la mixité fonctionnelle ? Quels indicateurs retiennent-elles ? A quelle échelle spatiale entendent-elles intervenir ? Enfin, quel est le contenu des politiques publiques de mixité fonctionnelle sur les différents territoires urbains ? Quels liens introduisent-elles avec la mixité sociale ?

Mais le succès des politiques de renouvellement urbain dépend étroitement des capacités d'attraction des territoires auprès des acteurs économiques et l'appréhension de la question de la diversité fonctionnelle par les entreprises nous paraît également centrale. En quels termes réfléchissent-elles la question de la mixité ? Y a-t-il correspondance ou, au contraire, déconnexion, entre les politiques publiques et les stratégies d'implantation des acteurs économiques ? Quels sont les systèmes d'offre de politiques publiques qui attirent les entreprises ? Enfin, à quelles conditions les entreprises sont-elles susceptibles de s'implanter dans les espaces ciblés par les politiques de renouvellement urbain ? On peut penser que nombre d'entreprises sont attirées par la mixité fonctionnelle, mais, par contre, rebutées par la mixité sociale, appréhendée comme une source de difficultés. Toutefois, la question de la mixité se pose en des termes très différents d'un espace urbain à l'autre, selon qu'il est central ou périphérique, selon le type de populations éventuellement résidentes, selon le caractère plus ou moins attractif de l'offre des politiques publiques.

La méthodologie de recherche repose sur une enquête de terrain dans l'agglomération nantaise. Elle propose, à partir d'une sélection d'espaces différenciés (situation géographique dans l'agglomération, degré de mixité fonctionnelle et sociale, offre des politiques publiques...), retenus comme pertinents au regard de la problématique de recherche, de travailler sur la base d'entretiens qualitatifs approfondis auprès d'acteurs ciblés parmi les collectivités territoriales et les acteurs économiques.

Dans une première phase de travail, il s'agira d'identifier en quels termes la question de la mixité fonctionnelle est posée par les collectivités territoriales et d'analyser le système d'offre des politiques publiques ainsi que les représentations véhiculées par ces politiques, au regard de la diversité des territoires urbains concernés. Nous proposons de rencontrer une quinzaine d'élus, représentants des services techniques et responsables de projets.

La seconde partie de la recherche sera centrée sur les stratégies de localisation des entreprises et leur appréhension de la diversité fonctionnelle, notamment en réaction au système d'offre des politiques publiques. Nous proposons de mener des entretiens auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et, éventuellement, du MEDEF, ainsi qu'auprès d'une douzaine de directions d'entreprises publiques et privées, de taille différente et couvrant une variété de secteurs d'activité.

L'analyse transversale des entretiens permettra :

- d'identifier la problématique des différents acteurs à l'égard de la mixité fonctionnelle ;
- d'analyser le système d'offre de politiques publiques au regard de la diversité des espaces urbains ;
- d'étudier les réactions des entreprises au système d'offre de politiques publiques ;
- de mettre en évidence les éléments susceptibles de favoriser et, au contraire, de freiner, la mixité fonctionnelle dans les projets de renouvellement urbain.

Isabelle VAN DE WALLE

CREDOC

Pour en savoir plus : vandewalle@credoc.fr

Annexes

- Les références scientifiques classées par équipe, en référence au sujet
- Compléments bibliographiques donnés par les équipes retenues
- Les projets reçus à la consultation
- Le jury scientifique
- L'appel à propositions de recherche

Références scientifiques classées par équipe, en référence au sujet.

N°1 : Responsable scientifique Thierry OBLET. « Le gouvernement des mouvements de recomposition de la population urbaine. Une approche comparée de différents contextes de métropolisation. »

- OBLET T., (2005), « Gouverner la ville. Les voies urbaines de la démocratie moderne », PUF, Paris.
 - OBLET T., (2002), « Coproduire la sécurité au quotidien dans les HLM, pratiques et partenariats de sécurité dans l'habitat social, l'exemple de l'agglomération bordelaise. », Etude réalisée à la demande du Cabinet de Mme la secrétaire d'Etat au logement, Mission Sécurité dans l'habitat social, janvier .
 - OBLET T., (1997), « L'entrée en politique du social ou la raison d'être d'une politique de la ville. » in Aux frontières du social, L'exclu. Nouvelles études anthropologiques. Sous la direction de Alain GAUTHIER, L'Harmattan, Paris.
 - OBLET T., VILLECHAISE-DUPONT A. (2004), « Le maintien de l'égalité d'accès et de la pluralité des clients dans les bureaux de poste. L'exemple de la relocalisation du bureau de poste Bellefontaine à Toulouse » CESP, Rapport pour la mission de Recherche de La Poste, décembre.
 - OTTERSBAJCH J.M., KÜHR J., (2003), « Ségrégation socio-spatiale et la situation des jeunes dans les quartiers marginalisés en France », DJI, Munich.
 - VILLECHAISE-DUPONT A., (2000), « Amère banlieue », Le Monde-Grasset, Paris.
 - VILLECHAISE-DUPONT A., (1997), « La banlieue sans qualité, absence d'identité collective dans les grands ensembles. », Revue Française de sociologie, XXXVIII, p. 351 – 374.
 - VILLECHAISE-DUPONT A., KÜHR J., (2004) « Espace social et mobilisation des habitants. Une réflexion sur la politique urbaine participative en France. » in Jugend und Jugendhilfe in benachteiligten städtischen Gebieten. Internationale Perspektiven, Leske & Budrich, Leverkusen, octobre .
 - VILLECHAISE-DUPONT A., RUI S., (2002), « Habitants des villes et leur périphérie face à la démocratie de proximité. Les conditions d'émergence du sujet démocratique », CADIS, pour le Ministère de la recherche, Action Concertée Incitative « Ville », septembre .
- ### N°6 : Responsable scientifique Willem DUYENDAK : La gentrification comme stratégie de renouvellement urbain. Les effets du renouvellement urbain aux Pays-Bas et au Royaume-Uni.
- BAILLERGEAU E., (2004), « Diversité d'hier et d'aujourd'hui. Histoire du travail social aux Pays-Bas », contribution à l'ouvrage dirigé par E. Jovelin, Histoire du travail social en Europe, Paris, ASH.
 - BAILLERGEAU E., (2004) « L'implication des habitants dans les projets d'aménagement urbain aux Pays-Bas », Al Maouil , Cahiers de l'Agence Nationale de lutte contre l'Habitat Insalubre, Rabat, Maroc.
 - BAILLERGEAU E., DUYVENDAK W., (2000) « Pays-Bas, des quartiers à insérer : 15 ans de politiques de développement intégré », Les Cahiers du DSU, n° 24, pp. 29-31.
 - BAILLERGEAU E., (1998), « Les zones urbaines défavorisées aux Pays-Bas, diagnostics et politiques, rapport au Plan Urbain » (Ministère de l'Équipement, France), Université de Rotterdam/Université de Grenoble II, novembre.
 - BAILLERGEAU E. BAROUJ., (1997), « Les politiques d'intégration des États européens vues à travers quelques expériences sectorielles », Revue Française des Affaires Sociales, 51/ 2, pp. 167-186..
 - DUYVENDAK W., (1995), 'The Power of Politics. New Social Movements in France', Westview Press, Boulder (Col.).
 - DUYVENDAK W., VELDBOER L., KLEINHANS R., (?) "The Diversified neighbourhood: An international perspective: How do countries deal with the spatial distribution of economic and cultural differences?" In:

Journal of International Migration and Integration, Alberta, Canada, pp. 41-63.L.

- **VAN DER GRAAF P.**, (2003) *“Onbegonnen werk of onontgonnen terrein? De waarde van sociale pijler voor herstructurering”*. In: AGORA, Tijdschrift voor sociaal-RUimtelijke vraagstukken, jrg. 19, nr. 5, blz. 13-16.

N°7: Responsable scientifique Jean-Roland BARTHELEMY « Mandats publics, leviers privés de la mixité ? ».

- **BARTHÉLEMY JR.**, (1996), *« recherche sur l'intervention de la puissance publique dans la production urbaine, le cas de Bordeaux »* Plan Urbain 96.
- **BARTHÉLEMY JR, BOURGEOIS F., Guyon P, LIOTARD M.**, (1997), *« Les gares, locomotives du développement : les quartiers de gares dans les politiques urbaines »* Plan Urbain 97, 2 vol.
- **BARTHÉLEMY JR., LIOTARD M.**, Habitat & Société, (1994), *« Euroméditerranée (Marseille): contribution à la définition des opérations de logements »*, AGAM, 2 vol: 98 pages+annexes; 39 p.
- **BARTHÉLEMY JR., NOLIBOS N.**, Habitat et Société, (2001), *« Les systèmes locaux de production des maisons individuelles »*, PUCA - programme maisons individuelles, 160 pages.
- **BARTHÉLEMY JR, RIGAUD M.**, (2001), *« Les tarifs des services publics locaux en Europe, méthodologie pour une observation et comparaison »* Agence de Bassin Seine Normandie.
- **BARTHÉLEMY JR, RIGAUD M.**, (1996), *« Fiscalité et tarifs locaux, effets en longue période sur l'agglomération bordelaise »* programme La Ville Eclatée, DAEL.
- **BARTHÉLEMY JR, RIGAUD M., PAQUETTE C.**, CD Cités, (2000), *« Une approche coût avantages pour un stationnement résidentiel durable »*, PUCA, programme stationnement résidentiel ,160 pages.
- **LORRAIN D.**, (en collaboration avec RDI), (2001) *« Les processus d'innovation technologique dans la gestion urbaine : comparaison des structures et des dynamiques dans quatre pays européens »*, 110 pages, Plan Urbain 01.

N°8 : Responsable scientifique John ANDERSON et Jasper VISTI HANSEN. « La notion de mixité dans le renouvellement urbain en France et au Danemark. ».

- **ANDERSEN J.**, (1994), *« Definitions of poverty exclusion and integration »*, Thematic Reports Poverty III. Lille/Brussels. DG.V.
- **ANDERSEN J.**, (1999), *« Social and system integration and the underclass »* in Gough I., Olfsson G., *« Capitalism and social cohesion »* MacMillan. United Kingdom.
- **ANDERSEN J.**, (1998), *« Organic solidarity in the phase of reflexive modernisation? »* in Bertilson M., Thernborn G., *« Social knowledge: Heritage, Challenges, Perspectives. »* International Sociological Information. Madrid-Toronto.
- **ANDERSEN J., Fotel T.**, (2003), *« Social mobilisation and public planning »* in Sehested K., *Bypolitik mellem hierarki og netvaerk*. Akademisk Forlag.
- **HANSEN J.V.**, (1999) *« Politique de la ville au Danemark et en France »* dans Abrahamson P. et al. (dir.) *« Comparer les systèmes de protection sociale dans les pays nordiques et en France »*, Mire – Drees, Paris.

N°9: Responsable scientifique Rémi DORMOIS. « Renouveler le modèle de développement économique local au nom de l'urbain. ».

- **DORMOIS R., PINSON G., REIGNER H.**, (2005 à paraître), *« Path dependancy in public-private partnership in French urban renewal »*, in special issue of Journal of housing and the built environment.
- **DORMOIS R.**, (2004), *« Coalitions d'acteurs et règles d'action collective. L'exemple des dynamiques de planification urbaine dans les agglomérations de Nantes et de Rennes »*, Thèse de doctorat de science politique, Montpellier.
- **PASQUIER R., PINSON G.**, (2004), *« Politique européenne de la ville et gouvernement local en Espagne et en Italie »*, Politique européenne, n°12.
- **PINSON G.**, (2002), *« Projets et pouvoir dans les villes européennes. Une comparaison de Marseille, Venise, Nantes et Turin »*, thèse de science politique, Université de Rennes 1.

- PINSON G., (2002), « *Des villes et des projets. Changement dans l'action publique et institutionnalisation de nouveaux territoires politiques* », in Fontaine J., Hassenteufel P. (dir.), « *To Change or not to Change. Les changements de l'action publique à l'épreuve du terrain* », Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 233-250.
- PINSON G., (2002), « *Political Government and Governance. Strategic Planning and the Reshaping of a Political Capacity in Turin* », International Journal of Urban and Regional Research, vol. 26-3, septembre, pp. 477-493.
- REIGNER H. (coord.), DORMOIS R., PINSON G., PASQUIER R., (2003), « *Le renouvellement urbain : nouvelles pratiques de production urbaine et nouvelles articulations public/privé* », rapport de recherche, commande CDC, Paris.

N°12. Responsable scientifique Geneviève ZOÏA. « Sectorisation scolaire et mixité sociale. Production et usages de l'offre scolaire dans la « ville à trois vitesses » ».

- ZOÏA G., (2000), « *La politique de la ville: habiter ou participer* ». Lien social n°538, Toulouse.
- ZOÏA G. (1999), « *La mobilisation de références multiculturelles pour l'action dans les quartiers en difficulté. Les aléas du lien social. Constructions identitaires et culturelles dans la ville* », La Documentation française, Paris.
- ZOÏA G., VISIER L., (2005), « *Jeunes émigrés dans la ville* », VEI Diversité, N° 141, juin.
- ZOÏA G., VISIER L., SCHIFF C., (2004), « *L'accueil à l'école des élèves primo-arrivants en France* », La Documentation Française, Paris.
- ZOÏA G., VISIER L., (2003), « *Trajectoires de jeunes migrants à leur arrivée en France. Institutions d'accueil* ». VEI Enjeux, n° 132, mars.
- ZOÏA G. et VISIER L., (1998), « *En banlieue résonnent tous nos malaises* » Esprit.

N°13 : Responsable scientifique William LE GOFF. « Le renouvellement de la ville : vecteur de sélection sociale ou levier de justice urbaine ? ».

- BERGEL P., (2002), « *Quand la ville se refait. Renouvellement urbain et grandes emprises foncières. Etudes de cas en France métropolitaine et dans deux agglomérations de province : Caen et Angers.* » Thèse de doctorat, Université de Caen, 409 p.
- DESPOND D., (2003) « *Stratégies résidentielles, différenciation spatiale et recomposition sociale; application à l'aire d'influence de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise* ». Thèse de doctorat, Université de Cergy-Pontoise. 860 p.
- LE GOFF W., DESJARDIN X., (2004), « *Les services publics britanniques face aux enjeux du communautarisme ethnique* » Rapport intermédiaire, PUCA, novembre.

N°14 : Responsables Christophe GUILLY et Christophe NOYE : « La gentrification : une mixité sociale à l'envers ? ».

- GUILLY C.,(2005) « *Crise de l'école : analyse de l'évolution sociologique des collèges dans les quartiers gentrifiés* », Nouvel Observateur.
- GUILLY C.,(2005) « *L'école sous influence des nouvelles fractures sociales* », Institut de recherche de la FSU.
- GUILLY C.,(2003) « *La France périphérique délaissée* », Libération.
- GUILLY C.,(2002) « *Classe moyenne, plus dure est la chute : la précarisation des couches moyennes au Bourget* » et « *Le déplacement des fractures sociales dans le 93* », Nouvel Observateur.
- GUILLY C.,(2002) « *LO,FN : Le vote antisystème, le fruit de la fracture géographique et sociale* », Libération.
- GUILLY C.,(2001) « *Dossier les bobos Paris* », Nouvel Observateur.
- GUILLY C. ,(2001) « *Municipales : le réinvestissement des quartiers populaires par les bobos* » Libération.

- **GUILLY C.**, (2000) « *La persistance de la fracture sociale* », Libération.
- **GUILLY C., NOYÉ C.**, (2004), « *Atlas des nouvelles fractures françaises* », Autrement, Paris.
- **NOYÉ C.**, (2004) Sous la direction de M. **POLGE**, « *Atlas de l'Habitat privé* », ANAH, Paris.
- **NOYÉ C.**, (2001), « *La culture intercommunale* » in Bulletin des Bibliothèques de France n° 18
- **NOYÉ C., ABULI O.** (2003) - Atlas des communautés et pays, ADCF Paris.
- **NOYÉ C., ABULI O., Claeys F.**, (2002), « *Atlas de l'intercommunalité* », ADCF Paris.
- **NOYÉ C.**, (2000) « *L'intercommunalité culturelle* » in Observatoire des politiques culturelle n°19.
- **NOYÉ C., LELÉVRIER C.**, (1993), - *Atlas des quartiers politique de la ville*, IAURIF.
- **NOYÉ C., LELÉVRIER C.**, (1991), - *Atlas des 47 quartiers DSQ de l'Ile-de-France*, IAURIF.
- **NOYÉ C., LELÉVRIER C.**, (1991) « *Les quartiers sensibles en Ile-de-France* » in *Aspects de l'Ile de-France* INSEE.
- **NOYÉ C., RAGU D.**, (1996), « *L'insertion par l'économie des jeunes défavorisés* », METROPOLIS.

N°17 : Responsable scientifique Isabelle VAN DE WALLE : « Les entreprises faces aux politiques territoriales de mixité urbaine. L'exemple de l'agglomération nantaise. »

- **MARESCA B., POUQUET L.** (2000), « *Le potentiel commercial des zones urbaines sensibles* », Caisse des dépôts et consignations / ALTERA.
- **MARESCA B., POQUET G.** (1999), « *Atlas des villes sensibles à la précarité et aux difficultés d'insertion en Seine-et-Marne* », étude réalisée à la demande de la Mission Ville de Seine-et-Marne, juin .

- **MOATI P., VAN DE WALLE I.**, (2002), « *Mobilités et territoires urbains. Les stratégies économiques, sociales et territoriales des entreprises à l'égard de la mobilité vers le travail* », étude réalisée à la demande du PUCA.
- **VAN DE WALLE I., MARESCA B., DUPUY C.** (2005), « *Le partenariat entre les collectivités territoriales et les entreprises dans les politiques publiques de déplacements vers le travail. Le exemples de Nantes, Bordeaux, Dunkerque et Saint Denis* », étude réalisée à la demande du PREDIT du ministère de l'Équipement.
- **VAN DE WALLE I** (2000), « *Exploration au pays de la mobilité. Les entreprises et les déplacements vers le travail* », Cahier de recherche du CRÉDOC, n°149.
- **VAN DE WALLE I.**, (1999), « *Les entreprises face aux déplacements domicile-travail de leurs salariés* », étude réalisation à la demande du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement.

N°20 : Responsable scientifique Renaud EPS-TEIN : « Les opérations de rénovation urbaine : système d'action et logiques d'acteurs ».

- **BÉHAR D., EPSTEIN R.**, (2000), « *Territorialisation des entreprises de service public, entre innovation et transformation durable* » in, **HEURGON E.**, « *Agents d'urbanité publique ? De nouveaux partenaires pour la ville* », édition de l'Aube.
- **BÉHAR D., EPSTEIN R.**, (1998), « *Villes nouvelles : exclusion et quartiers en difficulté, ou les aléas de la politique de la ville* », Urbanisme, n° 301.*
- **BÉHAR D., ESTÈBE Ph., EPSTEIN R.**, (1998), « *Les détours de l'égalité, remarques sur la territorialisation des politiques sociales en France* », Revue Française des Affaires Sociales, n°4.
- **EPSTEIN R.**, (à paraître) « *Le concept de mixité appliqué aux politiques urbaines* », Raison Présente.
- **EPSTEIN R.**, (2004), « *La loi Borloo : renforcement ou remplacement de la politique de la ville ?* », Revue de Droit Sanitaire et Social, n°3, Juillet-Septembre.
- **EPSTEIN R.**, (2004), « *Après la territorialisation, la différenciation territoriale?* », Pouvoirs Locaux, n°63, IV.

- EPSTEIN R., (2002), « Sous l'effet des mobilités, une ville qui ne fait plus société ? », Informations sociales, n°104.
 - EPSTEIN R., (2000) « Entre intérêt général et ordre public, après le «pouvoir périphérique» : le préfet ajusteur », Pouvoirs locaux, n°44.
 - EPSTEIN R., (1999), « L'évaluation de la politique de la ville », Dossiers d'Etudes - Allocations Familiales, n°3.
 - EPSTEIN R., BÉHAR D., (1999), « Assistance à l'élaboration du point de vue de l'Etat, dans la perspective de la négociation des contrats de ville 2000-2006 » Préfecture de Seine et Marne.
 - EPSTEIN R., ESTÈBE P., DAVEZIES L., (2003-2004), « Élaboration d'une typologie nationale des sites en rénovation urbaine : dynamiques de développement des agglomérations et processus de décrochage des quartiers » Délégation Interministérielle à la Ville.
 - EPSTEIN R., KIRSZBAUM T., (2005), « Politique de la ville : évaluations et études Synthèse nationale des évaluations à mi-parcours des contrats de ville 2000-2006 », Délégation Interministérielle à la Ville.*
 - EPSTEIN R., KIRSZBAUM T., (2003), « L'enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines », Regards sur l'actualité, La Documentation française, n°292.
 - ESTÈBE P., EPSTEIN R., GORGEON C., (2000), « Territoires, réseaux sociaux et image de soi : les bacheliers professionnels de deux petites villes d'Ile-de-France », in PERRIN E., ROUSIER N. (dir.), « Ville et Emploi », édition de L'aube.
- N°21 : Responsable Barbara ALLEN : « La mixité à l'épreuve du renouvellement urbain : contenus et mode de fonctionnement de la notion dans les projets de renouvellement urbain en regard des objectifs qu'ils poursuivent ».**
- ALLEN B., (1999), « Habitat et habitants: liens et significations », publié dans la revue Fondations, N°10, novembre .
 - ALLEN B., PIETTRE A., PIERRE M. et al. (2004), « Modes d'habiter, Spatialisation des relations sociales et Enjeux identitaires dans des quartiers d'habitat social ». PUCA (Plan urbanisme construction architecture, Appel d'offres « Habitat et Vie urbaine » - CSTB.
- BONETTI M.,(2001), « Recherche et Intervention sociologique sur la requalification urbaine des grands ensembles : la programmation générative. » Revue Internationale de Psychosociologie n° 16-17.
 - BONETTI M., (2000), « Analyse des conceptions fondant les projets de renouvellement urbain », Plan Urbain 00.
 - BONETTI M., (1998), « Recherche sur la conception des projets de restructuration urbaine » Plan Urbain 98.
 - BONETTI M., BOSSAVIT JL., (2001), « La conduite des projets de restructuration urbaine ». Synthèse du programme du GIE Villes et Quartiers ». CDC-Union de HLM. CSTB-CREPAH, Paris.
 - BONETTI M., SÉCHET P., (2003), « L'analyse générative des processus sociaux liés aux modes d'organisation urbaine des quartiers », 60 pages.
 - SÉCHET P., BONETTI M., LAFORGUE JD., (2004), « Assistance au montage du dossier ANRU », CSTB.
- Spécialement sur les terrains de l'étude :**
- ALLEN B., (2004), « Montconseil à Corbeil » Immobilière 3F, Logement Français, OPIEVOY, Ville de Corbeil.
 - BONETTI M., (2002), « La conduite des projets stratégiques de gestion de sites de 200 logements par les agences décentralisées », OPAC Habitat Marseille Provence- CSTB.
 - SÉCHET P., BONETTI M. (2000), « Évaluation comparative de trois projets de renouvellement urbain pour le quartier de la Source à Orléans ». Juillet .Rapports.
 - SÉCHET P., LAFORGUE JD., (2001) « Diagnostic et orientations pour le réaménagement urbain du parc des Devallières », CSTB.
- N°24 : Responsable Thomas KIRSZBAUM « Les élus, la République et la mixité ».**
- EPSTEIN R., KIRSZBAUM T., (2003), « L'enjeu de la mixité sociale dans les politiques urbaines », Regards sur l'actualité, La Documentation française, n°292.*

- EPSTEIN R., KIRSZBAUM T., (2005), « *Politique de la ville : évaluations et études Synthèse nationale des évaluations à mi-parcours des contrats de ville 2000-2006* », Délégation Interministérielle à la Ville. *
 - KIRSZBAUM T., (à paraître), « *Les limites de la mixité comme stratégie d'intégration* », Les cahiers de Profession Banlieue.
 - KIRSZBAUM T., (2004), « *Discours et pratiques de l'intégration des immigrés. La période des Grands projets de ville* », Annales de la recherche urbaine, 97, décembre.
 - KIRSZBAUM T.,(2004), « *Intérêt commun et intérêt public : la philosophie des instruments d'intégration socio-urbaine aux Etats-Unis et en France* », Lien social et politiques, 52, décembre.
 - KIRSZBAUM T.,(2004), « *La discrimination positive territoriale de l'égalité des chances à la mixité urbaine* », 111, Pouvoirs, novembre.
 - KIRSZBAUM T.,(2004), « *Services publics et fractures de la ville. La pensée publique entre diversité, éclatement et souci du rapprochement* », Sociologie du travail, 2, juin .
 - KIRSZBAUM T., (2001), « *Modernisation des services publics et éclatement de la ville. Sous le regard des chercheurs* », Collection Recherches du PUCA, 124.
 - KIRSZBAUM T., (2001), « *La politique de la ville en France* », Ruimte & Planning, 1.
 - KIRSZBAUM T., (2000), « *Les politiques de renouvellement urbain en Europe. Analyse comparative du traitement des quartiers ségrégués dans les métropoles* », CEDOV/DIV.
 - KIRSZBAUM T., (1999), « *Les immigrés dans les politiques de l'habitat. Variations locales sur le thème de la diversité* », Sociétés Contemporaines, 33-34, juin.
 - KIRSZBAUM T., (1999), « *La politique de la ville en France, Contribution au programme d'action de la Conférence Internationale sur la population et le développement* », ONU, 21ème session extraordinaire.
 - KIRSZBAUM T., GENEST S., POUGET F., (1996), « *Les représentations de l'ethnicité dans les politiques locales de l'habitat* », ACADIE/PCA.
 - KIRSZBAUM T., SIMON P., (2001), « *Les discriminations raciales et ethniques dans l'accès au logement social* », Notes du GELD, n°3.
- N°25 : Responsable scientifique Benoit FILIPPI**
« Recomposition du peuplement urbain en ZUS et hors ZUS, régulation des marchés segmentés de l'habitat et structures urbaines des équipements et emplois. »
- CALCOEN F., DRIANT JC., FILIPPI B., (1997), « *Comprendre les marchés du logement* » sous la direction de B. COLOOS, L'Harmattan, Paris.
 - FILIPPI B., (1995) « *Enquête mobilité 1995* » et « *observer les loyers du secteur locatif privé et leurs évolutions* » in DRIANT JC. Les marchés locaux du logement- savoir et comprendre pour agir. Presse Nationale de l'école Pont et Chaussée.

Compléments bibliographiques donnés par les équipes retenues.

- **ASCHER F.**, (1999), « *Une nouvelle révolution urbaine ?* », in Claude Lacour, Sylvette Puissant (dir), *La Métropolisation, Croissance, Diversité, Fractures*. Anthropos Economica, Paris.
- **ATKINSON R., KINTREA K.**,(2000) « *Owner-occupation, social mix and neighbourhood impacts.* » In: *Policy & Politics*, 28(1), 93-108.
- **AUTHIER JY., GRAFMEYER Y.**,(1997) « *Les relations sociales autour du logement. Etat des savoirs et perspectives de recherche* ». PCA.
- **BACHELET F.**, (2004), « *La gouvernance locale entre théories et pratiques* », dans **Dolez B., Paris D.** (dir.), *Métropoles en construction*, L'Harmattan, coll. « Logiques politiques », p. 55 - 69.
- **BACQUÉ M.H., SINTOMER Y.**(2001) « *Affiliations et désaffiliations en banlieue : réflexions à partir des exemples de Saint-Denis et d'Aubervilliers* ». *Revue française de sociologie*.
- **BACQUÉ MH., FOL S.**, (1996), « *La fin de la banlieue rouge ?* », L'Harmattan, Paris.
- **BALLAIN R., BENGUIGUI F.**, (2000) « *Loger les personnes défavorisées. Une politique publique sous le regard x processus de mobilité et d'accès au logement,* » Thèse d'urbanisme, Université Paris XII.
- **BALLAIN R., JAILLET M.C.** (1998) « *La mise en oeuvre des politiques locales de l'habitat, entre régulation du marché et action sociale* », In **Segaud M.** et al. (dir.), *Logement et habitat : l'état des savoirs*, La découverte.
- **BALLAIN R.**, (2005) « *Les politiques locales de l'habitat et le redéploiement de l'action publique* », In **FAURE A., DOUILLET A.-C.** (dir.), « *L'action publique et la question territoriale* », PUG.
- **BALLION R.**, (1996) « *Le choix du collègue : le « comportement éclairé » des familles* », *Revue française de sociologie*, XXVII.
- **BAUER G., ROUX JM.**, (1976) « *La rurbanisation ou la ville éparpillée* », Le Seuil, Paris.
- **BÉHAR D.**, (2001), « *Plaidoyer pour une mixité revisitée.* » in *Fondations* n°13 octobre.
- **BÉHARD.**,(1995) « *Banlieues ghettos, quartiers populaires ou ville éclatée ?* », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n° 68-69.
- **BÉHAR D.** (2000), *Vieilles lunes dans les HLM*, Libération, 13 mars.
- **BÉHAR D.**,(2000) « *Habitat : pour une nouvelle approche territoriale* », *Pouvoirs locaux*, n°45, II.
- **BERBARDOTM.**,(1999)« *Chronique d'une institution, la Sonacotra 1956-76* », *Sociétés contemporaines*, avril ; « *La Sonacotra, 40 ans de politique du logement social* » *Migrations Société*.
- **BIDOU-ZACHARIASEN C.**, (1997) « *La prise en compte de l'effet de territoire dans l'analyse des quartiers urbains* », *Revue française de sociologie*, XXX-VIII.
- **BIDOU-ZACHARIASEN C.**,(2004) « *Gentrification, le tabou français,* » in « *La ville à trois vitesses* », *Esprit* Mars-Avril.
- **BONNEVILLE M.**, (2004), « *Les ambiguïtés du renouvellement urbain en France* » in *Annales de la recherche urbaine*, n°97, décembre , pp. 7-16.
- **BONNEVILLE M.**, (2005), « *Le renouvellement urbain en France : des pratiques ambiguës* », in special issue of *Journal of housing and the built environment*, à paraître.
- **BORRAZ A.**, (1999), « *Pour une sociologie des dynamiques de l'action publique locale* », in **BALME R., FAURE A., MABILEAU A.** (dir.), *Les nouvelles politiques locales*, Paris, Presse de Sciences Po.
- **BORRAZ O.**, (1994), « *Le gouvernement des villes, une analyse comparée dans deux villes suisses et françaises* », Thèse de sciences politiques, IEP de Paris.
- **BOURGEOIS C.**,(1996) « *L'attribution des logements sociaux. Politique publique et jeux des acteurs locaux* », L'Harmattan.

- **BRAVO J.**, (1999) « *Rapport final de l'Instance d'évaluation de la politique de la ville en Ile-de-France* », Préfecture de région d'Ile-de-France, Conseil régional d'Ile-de-France.
- **BROUANT**, (2004) « *L'association Foncière Logement et le renouvellement urbain* » in Droit de l'aménagement, de l'urbanisme et de l'habitat, Ed Moniteur ;
- **BRUN J., RHEIN C.**, (1994), « *La ségrégation dans la ville* » L'Harmattan, Paris.
- **CARPENTER, J., CHAUVIRÉ Y., WHITE P.** (1994). "Marginalization, polarization and planning in Paris". Built Environment, 20(3), 218-230.
- **CAVALLIER G.** (dir.) (1999), « *Nouvelles recommandations pour la négociation des contrats de ville de la nouvelle génération (2000-2006)* », Rapport au Ministre délégué à la Ville.
- **CHALINE C.**, (1999), « *La régénération urbaine* », Paris, PUF.
- **CHAMBORERON J.C., LEMAIRE M.** (1970). « *Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement* ». Revue Française de Sociologie, XI(1), 3-33.**
- **CHOAY F.**, (1994), « *Le règne de l'urbain et la mort de la ville* », in **Dethier, Guiheux** (dir.), *La ville art et architecture en Europe 1870-1993*, Edition du Centre Pompidou, Paris, pp.26-35.
- **CLANCHÉ F., FRIBOURGAM.**, (1998), « *Évolutions des politiques du logement depuis 1950* » in Logement et habitat, l'état des savoirs. La Découverte, Paris.
- **COING H.** (1976), « *Rénovation urbaine et changement social* », Les éditions ouvrières, Paris. *
- **COLLECTIF** : (1997) « *Ces quartiers dont on parle* » Editions de l'Aube.
- **COMBY J.**, (2002), « *L'articulation des investissements publics et privés dans les opérations de renouvellement urbain* », Paris, Caisse des Dépôts et des Consignations – direction du renouvellement urbain.
- **CONSEIL DES VILLES.** (2004) « *Politique de la Ville et Education : Quels enjeux pour l'avenir? Avis et propositions* » Janvier.
- **DARONNAT O., MORVAN M.M.**, (2002) « *La Loi d'orientation pour la ville : état de son application dans le département des Hauts-de-Seine* », CEDOV, PUCA.
- **DAVENNE** (2002) « *Le financement du renouvellement urbain, le rôle de l'AFL* », Espaces, n°14, DGUHC.
- **DAVEZIES L.**, (2001) « *Revenu et territoire* », In **Gérard-Varet** et al., *Aménagement du territoire*, Rapport du Conseil d'analyse économique, n°31, La Documentation française.
- **DEMOUVEAUX JP.** (2001), « *Le droit de l'urbanisme au service de la ségrégation* » in Ségrégation urbaines et logiques foncières. Paris, Colloque de l'association des études foncières (ADEF).
- **DESCHAMPS E.**, (2003) « *La notion de mixité sociale dans le champ normatif* » Séminaire permanent du droit de l'Habitat. Avril.
- **DESCHAMPS E.**, (1998) « *Le droit public et la ségrégation urbaine (1943-1997)* », LGDJ.
- **DI MEO (G.)**. (1999) « *Geographies tranquilles du quotidien. Une analyse de la contribution des sciences sociales et de la géographie à l'étude des pratiques spatiales* ». Cahiers de géographie du Québec, vol 43, n° 118, p 75-93 .
- **DONZELOT J.**, (2004) (Interview) "VEI Diversité". Les nouvelles formes de ségrégation. N° 139.
- **DONZELOT J.**, (2004) « *La ville à trois vitesses. gentrification, relégation, périurbanisation* » Esprit, mars.
- **DONZELOT J., JAILLET MC.**, (2001) Actes du séminaire sur « *La nouvelle Question Urbaine* », PUCA, Avril.
- **DONZELOT J., MÉVEL C., WYVEKENS A.**, (2003), « *Faire société, la politique de la ville aux Etats-Unis et en France* », Seuil, Paris.***
- **DONZELOT J., ESTÈBE P.**, (1994) « *L'Etat animateur* », Seuil coll. Esprit.
- **DONZELOT J., ESTÈBE P.**, (1999) « *Réévaluer la politique de la ville* », in **R. BALME, FAURE A., MABILEAU A.** (Dir.), *Les nouvelles politiques locales*, Presses de Sciences Po.

- **DUBETF., DURU-BELLAT M.,** (2000) « *L'Hypocrisie scolaire. Pour un collège enfin démocratique.* » Le Seuil, Paris.
- **DUBOIS MAURY J.,** (2004) « *La participation des propriétaires au renouvellement urbain* », Créteil, IUP, Université Paris XII, octobre.
- **DUBOIS-TAINE G., HENRY G., HOUNKPATIN I.,** (1996), « *Projets et stratégies urbaines en France* », PUCA rendu final, juillet.
- **DURAN P.,** (1999), « *Penser l'action publique* », Paris, LGDJ.
- **DURU-BELLAT M.** (2003) « *Inégalités sociales à l'école et politiques éducatives* », UNESCO, IPEP, Paris, UNESCO.
- **ELIAS N., SCOTSON J.-L.** (1997) « *Logiques de l'exclusion* ». Fayard.
- **ESTÈBE P.,** (2004) « *L'usage des quartiers, action publique et géographie dans la politique de la ville* » L'harmattan, Paris.
- **ESTÈBE, P.** (2004) « *L'usage des quartiers. Action publique et géographie dans la politique de la ville (1982-1999)* », L'Harmattan, Paris.
- **FAVRE-PERROTON J.,** (2000) « *Les ambiguïtés de l'ethnisation des relations scolaires.* ». VEI Enjeux, n°121, juin.
- **FELOUZIS G.,** (2005) « *Ethnic Segregation in the Secondary School System* », *Revue française de sociologie*, 2005, n° 46, supplément, p. 3-30
- **FITOUSSI J.P., LAURENT E., MAURICE J.,** (2004) « *Ségrégation urbaine et intégration sociale* ». La Documentation Française. Paris.
- **FNAU, CDC,** (1999), « *Programme sur le renouvellement urbain. Enjeux, perspectives et conditions de réussite du renouvellement urbain* », Paris.
- **GALE DENNIS E.,** (1982), « *Neighborhood revitalization and the postindustrial city* », Lexington books.
- **GALSTER G., ZOBEL A.,** (1998), « *Will dispersed housing programmes reduce social problems in the US?* », *Housing Studies*, (5), p. 605 – 622.
- **GATEAU LEBLANC N.,** (2002) « *Le coût du renouvellement urbain, le cas du grand ensemble de la Pierre Collinet* », *Etudes Foncières* n°97, mai juin.
- **GATEAU LEBLANC N., RENÉ BAZIN A.,** (2003) « *Le renouvellement des centres anciens : une analyse comparée* » *Etudes foncières* n°104, juillet août.
- **GATEAU LEBLANC N.,** (2001) « *Bilan économique global d'une opération d'aménagement* », Rapport final, Club Villes et Aménagement, Sonia Guetton, Marie-Paule ROUSSEAU, CEIL, IUP, Université Paris XII, Novembre.
- **GAULT M. GALMICHE C.,** (2000) Centre de documentation de l'Urbanisme « *Evaluation des politiques publiques urbaines* », dossier documentaire
- **GAY G.,** (?) « *Marges urbaines, re-développement et gouvernance multi-échelles* », CRENAM Université Jean-Monnet, Saint-Étienne.
- **GENESTIER P.,** (1999) « *Le sortilège du quartier : quand le quartier est censé faire lien ; cadre cognitif et catégorie d'action publique* », *Les Annales de la Recherche Urbaine*, n°8.
- **GENESTIER P.,** (1990) « *Eloge du ghetto. Stéréotypes et termes repoussoirs de la pensée urbanistique* », In **BURGEL G.** (dir.), *Villes en parallèle : peuplements en banlieue*, Université de Paris X.
- **GODARD F.** (1973), « *La rénovation urbaine à Paris : structure urbaine et logique des classes* », Mouton, Paris.
- **GRAVELAINE J.,** (2004), « *Penser la ville par les grands événements* » Gênes, DGUHC, Paris.
- **GUERRAND R.H.,** (1966) « *Les origines du logement social en France* », Editions Ouvrières.
- **HARDING A.,** (2000), « *Regime formation in Manchester and Edimbourg* », in **HARDING A., Parkinson M.** (eds), *European Cities towards 2000*, Manchester.
- **HARVEY D.,** (1989), « *From managerialism to entrepreneurialism: the transformation in Urban Governance in Late Capitalism* », *Geografiska annaler*, vol. 71.

- **HASSENTEUFFEL P.**, (2000), « *Deux ou trois choses que je sais d'elle. Remarques à propos d'expériences de comparaisons européennes* », in CURAPP, Les méthodes au concret, Paris, PUF.
- **HAUMONT N.**, (1996), « *La ville : Agrégation et ségrégation sociales* », L'Harmattan, Paris.
- **HEALING A.**, (2005), « *La Politique économique du Grand Lyon* », communication au colloque sur métropolisation: logiques, acteurs, Lille.
- **HÉBRARD J.**, (2002) « *La mixité sociale à l'école et au collège.* », Rapport au MEN.
- **HERVIEU B., VIARD J.**, (1996) « *Au bonheur des campagnes (et des provinces)* » Edition de l'Aube.
- **HOFFMANN-MARTINOT V.**, (1999), « *Quels partenariats pour la ville ? : approches internationales* », Paris, Pedone.
- **JACOBS J.**, (1961) « *Déclin et survie des grandes villes américaines* », Ramdon House (1991 - Mardaga pour l'édition française).
- **JAILLET M.C.**, (2003), « *La politique de la ville* », La Documentation française, Paris.
- **JAILLET M-C.**, (2004) « *L'espace périurbain: un univers pour les classes moyennes* ». Esprit, mars.
- **JAILLET MC.**, (2003) « *La politique de la ville en France : histoire et bilan* », Regards sur l'actualité, 296.
- **JOBERT B., MULLER P.**, (1987), « *L'Etat en action. Politiques publiques et corporatismes* », Paris, PUF.
- **JULIEN P.**, (1995) « *La métropolisation des actifs structurent le territoire* », Economie et Statistique, n°290, pp. 33-49.
- **KAYSER B.**, (1993), « *Naissance de nouvelles campagnes* », Datar-Edition de l'Aube.
- **LANÇON G.**, (2003) « *Ces quartiers qui nous font peur* », Editions de l'Harmattan, Paris.
- **LASCOUMES P.**, (1996), « *Rendre gouvernable : de la traduction au transcodage* », in Chevallier J. (dir.), La gouvernabilité, Amiens, PUF.
- **LE GALÈS P.**, (2003), « *Le retour des villes européennes* », Presses de la Fondation Nationale des sciences Politiques. Paris.
- **LE GALÈS P.**, (1991), « *L'invention d'une politique de développement économique local en France et en Grande-Bretagne* », Thèse de sociologie, Université Paris X Nanterre.
- **LEE C.**, (2000) « *Environmental justice, urban revitalization and brownfields* », NEJAC, 1996 et A regulatory strategy for siting and operating waste transfer stations NAJAC Mars.
- **LELÉVRIER C.**, (2004) « *Que reste t-il du projet social de la politique de la ville ?* », Esprit, mars.
- **LELÉVRIER C.**, (2001) « *La mixité sociale et les politiques urbaines* », Revue passages, n°109-110, mai-juin, pp.29-32.
- **LESTEL L. (?)** « *Pour un renouveau urbain: gestion des héritages et inégalités. Difficultés sociales et risques environnementaux en Seine-Saint-Denis, 1850-2000* », CNAM - CDHT, Paris.
- **LEVY F.**, (1988) « *Bilan/Perspectives des contrats de développement social des quartiers* », Commissariat Général du Plan.
- **LEVY J.**, (2004) « *Malaise dans la pensée urbaine* » in Pouvoirs Locaux, n°61 de juin.
- **LEYDIER J., MOUCHARD-ZAY H., MOURLET E.**, (2002) « *Pour de grands projets d'éducation dans les grands projets de ville* ». Rapport au Ministre Délégué à la Ville.
- **MANGIN D.**, (2004), « *La ville franchisée. Formes et structures de la ville contemporaine.* » Edition de la Villette, Paris 398 p.
- **MANSUY M., MARPSAT M.**, (1982), « *Les quartiers des grandes villes : contrastes sociaux en milieu urbain* », Economie et Statistique n°245.
- **MARTUCELLI D.**, (2005) « *La consistance du social. Une sociologie de la modernité* ». PUR, Rennes.
- **MAURIN E.**, (2004), « *Le guetto France. Enquête sur le séparatisme social* », éditions du Seuil, 95 p, Paris.*

- **MAUROYP.**, (2000) « *Refonder l'action publique locale : rapport au Premier ministre* », La Documentation française.
- **Mc ARTHUR A.**, (2000), « *Rebuilding sustainable communities. Assessing Glasgow's urban village experiment* ». In: *Town Planning Review*, 71(1), 51-69.
- **MEJEAN P.**, (2003) « *La politique de la ville à l'épreuve de la loi Borloo* », Etudes foncières, novembre-décembre .
- **MEURET D.**, (1994), « *L'efficacité de la politique des ZEP dans les collèges* », Revue Française de Pédagogie , n°109, .
- **Ministère de l'Equipement**, (2004), « *Gênes, atelier projet urbain* », Paris.
- **MOISAN C., SIMON J.**, (1998) « *Les déterminants de la réussite scolaire en zone d'éducation prioritaire* ». Ministère de l'éducation nationale, Paris.
- **MORIN E.**, (2004) « *Le ghetto français* », Seuil, Paris.
- **MORLET O.**, (2001), « *La Caisse des dépôts renouvelle ses crédits à la ville* », Etudes foncières, n°90.
- **MOZERE L., PERALDI M., REY H.**, (1999), « *Intelligence des banlieues* », Edition de l'Aube.
- **MUSTERD S., M. DE WINTER** (1998), « *Conditions for spatial segregation: some European perspectives* », International Journal of urban and regional research , p. 665 - 673.
- **PALEN J. et al.** (1984) « *Gentrification, displacement and neighborhood revitalization* », State University of New- Press.
- **PAUGAM S., VAN ZANTEM (A.)**. (2001) « *Construction identitaire et réseaux sociaux* ». in Schnapper D. (éd.), Exclusion au cœur de la cité, Economica, .
- **PAUGAM S.**, (1994) « *La disqualification sociale. Essai sur la nouvelle pauvreté* » PUF, .
- **PAUGAM S.**, (1996), « *Exclusion l'état des savoir* » ; Editions de la Découverte.
- **PECQUEUR B.**, (1996), « *Dynamiques territoriales et mutations économiques* », Paris, L'Harmattan.
- **PEILLON P.** (2001) « *Utopie et désordre urbain : essai sur les grands ensembles d'habitation* », Edition de l'Aube.
- **PIKETTY T.**, (2004), « *Pourquoi il faut moins d'élèves par classe* » Le Monde, 5 septembre .
- **PINÇON M, PINÇON-CHARLOT M.** (2002) « *Entre-soi ou mixité sociale* » Liaisons n°20, septembre .
- **PIOLLE X.** (1991) « *Proximité géographique et lien social, de nouvelles formes de territorialités?* ». L'espace géographique, n° 4, p. 349-357
- **PIRON O.**, (2003), « *Renouvellement urbain, étude systémique* », La documentation française, Paris.
- **PIRON O.**, (2002), « *Renouvellement urbain. Analyse systémique* », DGUHC-PUCA, Paris.
- **PRÉTECEILLE E.** (2003) « *Structures sociales des espaces résidentiels et de travail en Ile-de-France en 1999 et transformations 1990-1999* », CNRS, DREIF.
- **PUCA**, (1997), « *Qui fait la ville aujourd'hui ? L'intervention de la puissance publique dans le processus de production urbaine* », Paris, Ministère de l'Equipement.
- **ROGERS R., POWER A.**, (2000), « *Cities for a small country* ». Londres, Faber and Faber, 310 p.*
- **ROSEMBERG M.**, (2000), « *Le marketing urbain en question : production d'espace et de discours dans quatre projets de ville* », Paris, Anthropos.
- **SELOD H.**, (2003) « *La mixité sociale et économique. Le principe de mixité sociale* ». Séminaire permanent du droit de l'Habitat. Avril .
- **SHNEIDER AL., INGRAM H.**, (1997) « *Policy design for democracy* », University Press of Kansas.
- **SIMON P.** (1992) « *Belleville, un quartier d'intégration* ». Migrations et sociétés, vol. 4, n° 19.
- **SIMON P.**, (1995) « *La politique de la ville contre la ségrégation* », Annales de la recherche urbaine, n° 68-69, septembre-décembre.
- **SIMON P., BACQUÉ MH.**, (2001) « *De la mixité comme idéal et comme politique* ». Mouvements, n° 13, janvier , p.22-25.x.x...

- **SOARES DE MAGALHES C.**, (2004), « *Centres of excellence for urban regeneration : promoting institutional capacity and innovation or reaffirming old ideas* », *Planning theory and Practise*, vol. 5, n°1.
 - **SPRIGINGS N., ALLEN C.**, (2000) « *Community as exclusion* ». Communication au séminaire de l'ENHR, Gavle, 26-30 juin.
 - **TABARD N.**, (?) « *Des quartiers pauvres aux banlieues aisées : une représentation sociale du territoire* », *Economie et Statistique* n°270, sur recensements 1990 et 1999.
 - **TARRIUS A.** (2002) « *La Mondialisation par le bas Les nouveaux nomades de l'économie souterraine* », Balland, Paris.
 - **TEVANIAN P., TISSOT S.**, (2003) « *À propos des ambiguïtés de la politique publique de lutte contre les ghettos* », ProChoix, juin .
 - **THÉLOT C.** (2004) « *Pour la réussite de tous les élèves* » : Rapport de la Commission du débat national sur l'avenir de l'Ecole Paris; La Documentation française.
 - **TIRMARCHE O.**, (1999), « *L'action publique de développement industriel à St-Etienne* », *Sociologie du travail*, Paris.
 - **TOUBON J.-C.**, (1992) *Du droit au logement à la recherche de la diversité*, *Hommes & Migrations*, n° 151-152, février-mars.
 - **TRANB J.**, (2005), « *La rénovation urbaine, ou comment en finir avec les quartiers d'habitat social* » in *Esprit* n°311, janvier , p.43.
 - **VAN ZANTEN A.**, (2001) « *l'école de la périphérie ; scolarité et ségrégation en banlieue* ». Paris ; PUF.
 - **VELTZ P.**, (1996) « *Mondialisation, villes et territoires : l'économie d'archipel* », Paris, PUF.
 - **VELTZ P.**, (2002), « *Des lieux et des liens, Politiques du territoire à l'heure de la mondialisation* », Edition de L'Aude, La Tour d'Aigues.
 - **VERHARGE R.**, (2005), « *Renewing urban renewal in France, the UK and the Netherlands* », in special issue of *Journal of housing and the built environment*.
 - **VIEILLARD-BARON H.**, (1994), « *La banlieue, ghetto impossible.* » Editions de l'Aube, La Tour d'Aigues.
 - **WACQUANT L.**, (1993) « *Pour en finir avec le mythe des cités ghettos* ». *Annales de la recherche urbaine*, n° 54.
 - **WILSON W.J.**, (1987) *The truly disadvantaged*, Chicago University Press, Chicago.
 - **WIRTH L.**, (1980) « *Le ghetto* », Presses universitaires de Grenoble.
 - **WOOD, M.** (2002), « *A balancing act? Tenure diversification in Australia and Britain.* » Paper for the Housing Studies Association Conference, Spring , York University, UK.
- Revue Esprit :**
- « Quand la ville se défait », Novembre 1999.
 - « La Ville à trois vitesses : gentrification, relégation, périurbanisation », Mars- Avril 2004.
- Revue Fondations**
- « Quartiers en quête d'identité », N°10, Octobre 1999.
 - « Mixité, mobilité pour quelle cité », N°13, Octobre 2001.
- Revue Housing Studies :**
- *Urban Neighbourhoods*, Novembre 2001.
 - *Life in Poverty Neighbourhoods*, Novembre 2003.
- *: Référence citée deux fois.
 **: Référence citée trois fois.

Les 25 projets reçus à la consultation

N°	Titre du projet	Équipe et Responsable Scientifique
1	Le gouvernement des mouvements de recomposition de la population urbaine. Une approche comparée de différents contextes de métropolisation.	Thierry OBLET LAPSAC Université Victor Segalen - Bordeaux 2 3ter, place de la Victoire 33076 - Bordeaux cedex Tel : 05 57 57 18 57 thierry.oblet@wanadoo.fr
2	Mixité/ métissage/ urbanité	Marc HATZFELD IDACTE 86, boulevard de Rochechouard 75018 Paris Tel : 01 43 27 30 96 marc.hatzfeld@wanadoo.fr
3	De la rénovation des quartiers de Toulouse aux nouvelles figures de mixités sociales.	Aly TANDIAN Centre d'anthropologie - EHESS CNRS UMR 8555 39, allée Jules Guesde 31000 Toulouse. Tel : 05 34 41 30 41, 05 61 55 80 70 alytandian@yahoo.fr
4	Pratiques spatiales non résidentielles et recompositions des territoires urbains.	Françoise DUREAU CNRS, DR8 (Délégation centre Poitou-Charente) 3 E, avenue de la Recherche Scientifique 45071 Orléans cedex 2 Tel : 05 49 45 46 49 f.dureau@wanadoo.fr
5	Urbanité et emprisonnement: questions sur la politique du renouvellement de la ville et de la mixité urbaine en France.	Clarissa MOREIRA-ALBRECHT ALBRECHT CONSEIL 54, Clos des Cascades 93160 Noisy-le-Grand Tel : 01 43 05 94 27 clarissamoreira@neuf.fr
6	La gentrification comme stratégie de renouvellement urbain ; les effets du renouvellement urbain aux Pays Bas et au Royaume Uni.	Jan WILLEM DUYENDAK En France au 1 rue Thomas Edison - 57070 METZ. Tel : +31 20 52 52 940 www.fmg.uva.nl/sociologie ou Institut Verwey Kromme Nieuwegrach 3512 hg Utrecht. Tel : 030 23 00683 secre@verwey-jonker.nl
7	Mandats publics, leviers privés de la mixité.	Jean Roland BARTHELEMY Fondation des villes 37 rue Huguerie - 33000 Bordeaux Tel : 05 56 44 72 06 fondation.villes@wanadoo.fr
8	La notion de mixité dans le renouvellement urbain en France et au Danemark.	John ANDERSEN , Jasper VISTI HANSEN Université de Roskilde, département des sciences sociales P.O. Box 260, DK 4000 Roskilde jvh@ruc.dk

N°	Titre du projet	Équipe et Responsable Scientifique
9	Renouveler le modèle de développement économique local au nom de l'urbain.	Remi DORMOIS EPURES- L'agence d'urbanisme de la région stéphanoise. 46, rue de la Télématique - BP 801 42952 - St Etienne cedex 9 Tél : 04 77 92 84 02 rdormois@epures.com
10	La création de la valeur: quel lien entre le renouvellement urbain et la mixité.	Sabine KAZMIERCZAK CRESGE - Etablissement de l'institut catholique de Lille. 1, rue Norbert Segard BP 109, 59016 Lille cedex. Tél : 03 20 13 40 60 kazmierczak@cresge.fr
11	Renouvellement urbain: des référentiels en concurrence ? Approche européenne comparée.	Gilles NOVARINA Institut d'Urbanisme de Grenoble 14, avenue REYnoard 38100 - Grenoble T : 04 38 49 84 50 F ; 04 38 49 84 51 gilles.novarina@free.fr
12	Sectorisation scolaire et mixité sociale. Production et usages de l'offre scolaire dans la "ville à trois vitesses".	Geneviève ZOÏA 2, Place Marcel Godechot - BP 4152 34092 Montpellier Cedex Tél : 06 80 89 89 74 zoia@wanadoo.fr Association Recherche et Société 159, chemin Salinier - 34070- Montpellier Tél : 04 67 42 97 65 recherche-societe@wanadoo.fr
13	Le renouvellement de la ville : vecteur de sélection sociale ou levier de justice urbaine?	Pierre BERGEL, William LE GOFF 81, rue de la République 93200 - Saint-Denis Tél : 01 48 09 38 08 et 06 08 09 08 63 wlegoff1@hotmail.com Maison de la Recherche en Sciences Humaine de Caen Université de Caen, Basse Normandie, Esplanade de la paix 14032 - Caen cedex. Tél : 02 31 56 62 93
14	La gentrification : une mixité sociale à l'envers?	Christophe GUILLUY, Christophe NOYÉ 25, rue d'Hauteville - 75010 Paris Tél : 01 42 46 11 54 guilluy@wanadoo.fr
15	Promouvoir la mixité par le renouvellement urbain et implication des habitants : regard croisé sur les méthodes, approches et réalités en France et en Angleterre.	Latifa WAELES Université de Marne-la-Vallée UFR SHS Pôle Ville Cité Descartes-Champ-sur-Marne Bâtiment Lavoisier, bureau 14 77454 – Marne-la-Vallée cedex T : 01 60 95 72 41 – 01 42 59 42 83 F : 01 60 95 72 54 waeles@univ-mlv.fr

N°	Titre du projet	Équipe et Responsable Scientifique
16	Mettre au cœur du renouvellement urbain l'espace public, substrat des mixité vécues?	Michel TEULE CERFISE 65 , chemin Gilbert Charmasson 13016 – Marseille T/F : 04 91 46 17 05 cerfise@wanadoo.fr
17	Les entreprises face aux politiques territoriales de mixité urbaine. L'exemple de l'agglomération nantaise.	Isabelle VAN DE WALLE CREDOC 142, rue du Chevaleret - 75013- Paris Tel : 01 40 77 85 05 vandewalle@credoc.fr
18	La mixité sociale dans la ville globale: recherche sur le renouvellement urbain dans l'agglomération de Brest.	René-Paul DESSE T : 02 98 01 62 83 rene-paul.desse@univ-brest.fr Atelier de Recherche Sociologique – ARS Université de Bretagne Occidentale UFR Lettres et Sciences Sociales 20, rue Duquesne 29285 – Bres cedex T : 02 98 92 86 27
19	Le renouvellement urbain face à la mixité : les concepts à l'épreuve du local. Stratégies et gestion du renouvellement et des mixités des villes moyennes en France, aux Pays-Bas et en Suède.	Fatiha BELMESSOUS belmessous@entpe.fr FORMéquip – AITE – ENTPE Rue Maurice Audin 69518 – Vaulx-en-Velin cedex T : 04 72 04 71 65 F : 04 72 04 72 80 formequip@entpe.fr
20	Les opérations de rénovation urbaine : système d'action et logiques d'acteurs.	Renaud EPSTEIN Centre d'Analyse des Politiques Territoriales 8, rue du Grand-Prieuré 75011 Paris. Tel : 01 48 06 01 32 et 06 16 50 40 42 renaud.epstein@free.fr
21	La mixité à l'épreuve du renouvellement urbain : contenus et mode de fonctionnement de la notion dans les projets de renouvellement urbain en regard des objectifs qu'ils poursuivent.	Barbara ALLEN, Michel BONETTI CSTB Laboratoire de Sociologie Urbaine Générative 4, avenue du recteur Poincaré 75782 - Paris cedex 16 Tel : 01 40 50 29 57 allen@cstb.fr
22	Construire la mixité: enquête sur le renouvellement urbain dans deux quartiers de Perpignan.	Bernard CANET Villes et Réseaux Méditerranéens Université de Perpignan 124, avenue Joffre 66000 – Perpignan T : 06 21 68 18 72 bc.vrm@wanadoo.fr

N°	Titre du projet	Équipe et Responsable Scientifique
23	Maîtrise la métropolisation par la mixité ? Discours, actions et conflits dans les capitales régionales de l'ouest français (Rennes, Nantes et Bordeaux.)	Pierre-Arnaud BARTHEL CESTAN – UMR ESO 6590 CNRS BP 81227 44312 – Nantes cedex 3 Tél : 02 40 14 11 63 F : 02 40 14 12 56 pierre.arnaud.barthel@univ-nantes.fr
24	Les élus, la République et la mixité.	Thomas KIRSZBAUM Recherches et Etudes sur les Politiques Socio-urbaines REPS 15, rue du Pavée - 75004 - Paris Té : 01 42 71 75 96 tkirszbaum@yahoo.fr
25	Recomposition du peuplement urbain en ZUS et hors ZUS, régulation des marchés segmentés de l'habitat et structures urbaines des équipements et emplois.	Benoit FILIPPI ATEMHA 51, rue de l'Eglise 75015 Paris Tel : 01 40 41 08 18 benoit.filippi@i-carre.net

JURY SCIENTIFIQUE

Présidé par Michèle TILMONT
Secrétaire Permanente du PUCA
et Bernard POUYET
Président du Conseil scientifique du PUCA

Les membres du jury :

Francine BENGUIGUI
Plan Urbanisme Construction Architecture

Catherine BONVALET
INED

Jean-Charles CASTEL
CERTU

Philippe CHOFFEL
Délégation Interministérielle à la Ville

Jacques DONZELOT
Université Paris X, Nanterre

Anne GOTMAN
CERLIS, CNRS, Université Descartes Paris V

Marie-Claire GRIMA
DGUIHC

Patrizia INGALLINA
Institut d'Urbanisme de Paris.

Marie-Christine JAILLET
CIRUS, CNRS, Université de Toulouse Le Mirail.

Bernard JOUVE
RIVES ENTPE

Laurence MAIHAIGNERIE
Cabinet du Ministre Délégué à la Promotion de l'Égalité des Chances.

Joël MAURICE
ENPC, membre du conseil d'Analyse Economique

François MENARD
Délégation Interministérielle à Ville

Dominique MIGNOT
ENTPE, LET Lyon

Pierre PEILLON
Union Sociale pour l'Habitat.

Jean-Marie PETITCLERC
Institut de Formation aux Métiers de la Ville, membre du comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU.

Pascale PICHON
CRESAL, Université Jean Monet Saint-Etienne

Simon WHUL
Université de Marne la Vallée.

Secrétariat scientifique de l'appel à propositions : Evelyne PERRIN, chargée de mission au PUCA et Nicole ROUSIER, LEPII-CNRS Université Mendès France Grenoble, Conseiller Scientifique au PUCA.

Assistance technique : Colette JOSEPH

ANNEXE

L'appel à propositions de recherche : « Renouveler l'urbain au nom de la mixité ? »

Le renouvellement urbain et la mixité sociale sont deux notions qui connaissent un grand succès en France, ces dernières années, avec la loi SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) votée en 2000 et la création de l'ANRU (Agence Nationale de Rénovation Urbaine) en 2003. Elles jouissent toutes deux d'une grande fortune qui ne va pas sans un certain flou quant à leurs définitions respectives. L'imprécision s'accroît d'ailleurs du fait que l'une – la mixité sociale – sert le plus souvent de justification à l'autre – le renouvellement urbain, et qu'à la notion de mixité – sociale – est souvent adjointe celle de mixité fonctionnelle. C'est à dissiper ce flou dans les définitions de ces expressions comme dans la relation qu'elles entretiennent, que la présente consultation veut s'employer en invitant à l'analyse des pratiques et des contenus auxquels chacune renvoie en se réclamant de l'autre. Tâche complexe et difficile tant les expressions en question et leurs variantes ont diffusé dans le champ des pratiques et des savoirs sur la ville, tant elles mêlent leurs destinées au point que l'on peut justifier ou dénoncer la plupart des pratiques relevant du « renouvellement urbain » en se servant du thème de la mixité sociale... et réciproquement. La mixité sociale sert, en effet, tout aussi bien d'argument pour refuser le changement – par exemple dans les centres anciens – que pour le promouvoir, par exemple avec les opérations de démolition/reconstruction dans les grands ensembles.

Deux séminaires qui se sont tenus au PUCA ces deux dernières années permettent déjà de réduire le flou entourant ces notions et ont facilité la préparation de cette consultation. Le premier, intitulé « Diversité sociale, ségrégation urbaine, mixité » a été animé par M.C. JAILLET et E. PERRIN. Il avait pour but de présenter et mettre en discussion un certain nombre de travaux portant sur le couple ségrégation/mixité, concernant tant l'appréciation qui peut être faite aujourd'hui de la ségrégation que les catégories qui

servent à son identification ainsi que sur les enjeux associés à la mobilisation du thème de la mixité dans le champ des politiques urbaines.

Le second, intitulé « La ville à trois vitesses » était animé par Jacques **DONZELOT** et M.C. **JAILLET**. Il présentait une lecture de l'évolution des tendances générales affectant la ville contemporaine que sont la « relégation », expression servant à désigner les zones urbaines défavorisées, à savoir aussi bien les ghettos américains que les cités françaises d'habitat social excentrées ou enclavées, la « périurbanisation », cette appellation française de l'étalement urbain, et enfin la « gentrification », soit la manière anglaise de désigner le retour au centre des classes aisées favorisées par la mondialisation, chacune de ces tendances contrariant d'une façon spécifique la mixité du peuplement urbain.

Ces investigations préalables aident à problématiser la question des rapports entre renouvellement urbain et mixité sociale en limitant les risques d'une lecture trop « idéologique » des enjeux qu'elle recouvre. Ainsi convient-il, avant tout examen des politiques et de leurs effets, positifs ou non, sur la mixité sociale, d'examiner les tendances lourdes du peuplement urbain depuis une trentaine d'années.

C'est seulement sur la base de ces observations, corroborées par des comparaisons avec les autres pays européens, qu'il devient possible de questionner les politiques mises en œuvre sous le label de renouvellement urbain ou d'une appellation approchée, de façon à atteindre autant que possible la vérité des pratiques par delà le fétichisme des mots. Qu'est-ce qu'il s'agit, en fait, pour ces politiques d'enrayer, d'accompagner ou d'accélérer, dans ces tendances lourdes ? Que la mixité sociale soit mise en avant comme justification pour l'ensemble de ces politiques constitue autant l'objet d'une interrogation que le sujet de leur explication. Car la mixité sociale n'allait guère de soi auparavant dans

la ville dite industrielle. Qu'est-ce qui fait qu'à présent, elle devient une exigence, une solution ? Qu'est-ce qui permet au concept de mixité sociale de relier des préoccupations aussi diverses que l'étalement urbain, la désuétude des formules d'habitat social de l'époque industrielle, l'insécurité civile et sociale, le coût croissant du foncier ? Sous le terme de mixité sociale, n'est-ce pas, en fait, à une critique des principes de spécialisation et de zonage fonctionnel de l'espace que l'on assiste, principes qui ont marqué les politiques d'aménagement urbain ? C'est seulement après examen des politiques et de leurs ressorts effectifs qu'il convient de se pencher sur les effets des politiques conduites au nom de la mixité sociale.

Parce que la rationalisation d'une politique n'est pas – pas forcément – sa principale raison d'être. Parce que les effets d'une politique ne sont pas conformes – pas toujours du moins et loin de là – aux attentes de ses protagonistes. Parce que la question de savoir si l'on peut véritablement infléchir les tendances lourdes en matière d'évolution urbaine se trouve sérieusement posée. Parce que, aussi et enfin, l'on ne sait pas si le meilleur moyen de faire prévaloir une telle exigence de mixité consiste à l'imposer frontalement ou à faciliter la mobilité dans l'habitat mais aussi dans la formation et dans l'emploi.

1 - Les tendances lourdes de l'évolution du peuplement urbain

Les tendances lourdes qui organisent le peuplement de la ville et la répartition des groupes sociaux dans l'espace urbain ont été identifiées dans leurs grands traits, qu'il s'agisse de l'appropriation d'anciens quartiers populaires par les élites sociales de la nouvelle économie dans le cadre de la gentrification des espaces centraux, du déploiement volontaire ou pour partie contraint de l'ensemble composite des classes moyennes et salariées dans les espaces périurbains et ce de plus en plus loin des cœurs d'agglomération au fur et à mesure du renchérissement du foncier, ou encore du confinement/refuge des exclus de la nouvelle modernité dans les espaces déqualifiés des cités de banlieue. Il reste cependant à remettre au travail ces hypothèses afin de mieux établir la force de ces mouvements, leur assise et leurs ressorts ainsi que les effets de leur concomitance sur le peuplement des villes. Cette lecture appelle toutefois un certain nombre de remarques préalables relatives à l'échelle, aux données, aux méthodes, aux lieux où la conduire, aux appellations des catégories sociales qui les peuplent. D'autant que les transformations de

l'économie et du travail viennent brouiller les frontières entre groupes sociaux et donc les données dont on dispose et ainsi les méthodes de l'analyse. Cela amène à solliciter de la part des chercheurs la prise en compte d'une série de difficultés si l'on veut dépasser le registre des « impressions » ou de certitudes chiffrées qui peuvent n'en être pas moins trompeuses.

- **Difficulté de trouver les échelles pertinentes.** La ségrégation s'analyse désormais à des échelles sans commune mesure avec celle de la ville industrielle, dense et ramassée sur elle-même, du fait de la généralisation de « l'automobilité » qui permet à un nombre toujours plus grand de ménages de choisir leur lieu de résidence et de s'éloigner de leur lieu de travail. Le peuplement ne peut s'appréhender qu'à l'échelle d'aires métropolitaines englobant plusieurs types de centralité. De ce fait, les processus ségrégatifs doivent s'appréhender à plusieurs échelles simultanément. Cet effet sur la ségrégation sociale plaide pour des analyses capables de conjuguer différentes échelles simultanément au lieu d'un inventaire conduit sur un seul plan.

- **Difficulté de mobilisation et d'interprétation des données.** L'essentiel des travaux s'est appuyé jusque-là sur les données des Recensements Généraux de Populations. La transformation des méthodes de l'INSEE pour apprécier les évolutions démographiques oblige désormais à se tourner vers de nouvelles sources, par exemple le fichier FILOCOM qui a fait l'objet de quelques expérimentations. La décomposition et l'émiettement de la condition salariale ainsi que la démultiplication des statuts du travail obèrent pour partie la pertinence des catégories statistiques les plus communément admises pour poursuivre ces analyses et décrire les conditions sociales. De plus, l'on peut s'interroger sur le poids de certaines variables tant dans la construction de l'identité sociale (par exemple, la variable ethnique de l'origine) que dans celle des parcours de vie (par exemple les structures démographiques des ménages). Ceci plaide pour que les travaux menés par les chercheurs questionnent les outils de mesure de la ségrégation urbaine et en proposent de nouveaux, plus qualitatifs et plus aptes à saisir les transformations qui se jouent en profondeur, et qui brouillent les frontières des classes sociales.

- **Difficulté d'un référentiel géographique trop restreint.** Nous disposons aujourd'hui d'une exploration assez fine de la recomposition des processus de ségrégation pour la Région Parisienne et l'Île de France, dans un modèle d'urbanisation spécifique au regard de l'historicité de cette région urbaine et du rôle qu'elle a

joué dans un pays longtemps très fortement centralisé. Par contre les travaux de référence manquent pour le reste des villes françaises, certes pour les autres grandes métropoles mais également pour le tissu des villes moyennes qui constituent le cadre de vie d'une partie non négligeable de la population française. Jusqu'à quel point, les tendances lourdes identifiées dans les « villes globales » marquent-elles les grandes agglomérations, moins inscrites que l'aire parisienne dans la mondialisation ? Quant aux villes d'échelon inférieur on peut se demander si elles sont ou non soumises aux mêmes mouvements ou si leur plus grand éloignement de la scène stratégique de la compétition européenne ou mondiale les en préserve relativement.

- **Difficulté d'usage des appellations et catégories habituelles d'analyse.** Les travaux passés ont montré le rôle déterminant des classes moyennes dans la qualification sociale du peuplement urbain. Tout se passe comme si les quartiers "BOURGEOIS" et ceux des "pauvres" tendaient de plus en plus à se spécialiser, tandis que, dans les autres, la diversité des situations tenait à l'attitude des classes moyennes allant d'une volonté de contrôle sur le peuplement du quartier (ou de la commune) à l'acceptation d'une certaine cohabitation.

Or, la notion même de classe moyenne est aujourd'hui à réinterroger. S'agit-il des mêmes fractions des classes moyennes qui veillent sur le peuplement ou qui recherchent ou acceptent une certaine mixité sociale ? Ces variations dans leur consentement à une certaine hétérogénéité sociale ne tiennent-elles pas à leur destinée sociale : sentiment de certaines de préserver leur statut et condition ou au contraire pour d'autres sentiment d'un certain déclassement social. Dans quelle mesure la comparaison entre villes permet-elle de prendre en considération l'histoire de chacune de ces villes qui a favorisé ou non des alliances entre classes sociales ? Est-il possible par ailleurs de déceler certaines formes nouvelles d'alliances entre catégories sociales ?

Au-delà de cette question de la co-présence ou non de classes sociales différentes, on cherchera à mieux éclairer les ressorts propres à chacune des tendances lourdes identifiées, comme celles de la gentrification, de la péri-urbanisation et de la relégation, (sans pour autant que ces trois tendances soient forcément les seules à devoir être prises en compte) quant aux comportements, stratégies et motivations des individus et des groupes sociaux qui s'y inscrivent et/ou les subissent, selon la plus ou moins grande maîtrise de leur rapport à l'emploi, de leur cycle de vie, de leur mobilité spatiale et professionnelle, de leurs ressources financières .

Il conviendra d'analyser les tendances en question en termes de pratiques sociales de coexistence, d'échange ou d'évitement dans les espaces tant résidentiels que publics. La composition sociale d'un peuplement urbain, apprécié statistiquement, ne dit rien des situations concrètes d'interaction sociale qu'il contient. Comment s'influencent réciproquement, se combinent, ou non, mixité ou spécialisation sociale des espaces urbains et mixité dans les pratiques sociales des espaces et des temps de la ville ? Comment des espaces publics ou des événements urbains, culturels, festifs, permettent-ils sinon de créer, du moins de mettre en scène une certaine mixité sociale, des échanges ou côtoiements entre populations, habitants, commerçants, touristes ? On se demandera également à quelles conditions certains individus ou groupes sociaux sont prêts à accepter une certaine mixité sociale de

Enfin, au-delà d'un schéma explicatif qui privilégie, dans les dynamiques à l'œuvre, les mouvements résidentiels, on peut aussi s'attacher à caractériser les différents types d'espaces selon la variété des activités qui y sont implantées, au regard de leur plus ou moins grande mixité fonctionnelle. À quelle échelle spatiale apprécier cette diversité des activités économiques et des emplois qui caractérise la ville ? Le ratio habitant/emploi, quelle que soit l'échelle à laquelle il est apprécié, ne rend compte que très partiellement de cette mixité fonctionnelle ; il s'agit d'élaborer des instruments de mesure de la variété des activités (économie productive, résidentielle, loisirs ou commerces) et d'analyser les relations entre cette mixité fonctionnelle et la mixité sociale : la première favorise-t-elle la seconde ?

2 - Les politiques de renouvellement urbain à l'épreuve de la mixité ?

Depuis une cinquantaine d'années, la notion de renouvellement urbain a sensiblement évolué, au fil du temps et selon les pays, donnant lieu à différents concepts qui se succèdent, s'opposent et toutefois se ressemblent au moins par un trait : la prétention à enrayer l'étalement urbain, la dépréciation des centres, à promouvoir une rationalisation de l'espace au service aussi bien du redéveloppement économique que du traitement social de la pauvreté, le souci enfin et surtout, de rétablir une mixité sociale de l'urbain menacée par le creusement des contrastes sociaux et ethniques entre les différentes parties de la ville au fur et à mesure que celle-ci s'étire et que se défait la forme qu'elle avait prise au temps de l'industrialisation.

La transformation de Paris sous l'égide d'Hausmann est bien un renouvellement de la ville, sans doute le plus grand qu'elle ait connu. Elle précède et prépare l'installation des industries de masse aux alentours de la ville, la déportation de la population des ateliers et des garnis vers les cités d'habitat social qui vont se construire ensuite, par à coups, mais surtout à partir du milieu des années cinquante. En ce sens, la rénovation urbaine de ces mêmes années cinquante apparaît dans le prolongement direct de l'urbanisation haussmannienne. A ceci près qu'elle n'en a plus les fastes et qu'elle envoie le petit peuple des artisans et commerçants dans les "grands ensembles" puis dans les "ZUP" afin d'installer des bureaux dans la capitale. En fait, le passage d'un renouvellement urbain inspiré par l'industrialisation à un renouvellement urbain associé à la désindustrialisation se fait insensiblement. Il devient évident lorsque l'action vise les créations spécifiques de l'urbanisation industrielle – les cités d'habitat social déconnectées de la ville – ou encore les vieux centres qui avaient été épargnés par la rénovation première manière et qui attirent à présent la classe aisée associée à la globalisation, celle dont le "retour au centre" a pris le nom anglo-saxon de "gentrification", en même temps que les municipalités grandes et moyennes, voire petites, engagent la reconquête des parties restées populaires de leurs vieux centres ou envahies par les commerces ethniques.

Aux USA, on discerne une évolution comparable avec le passage de la ville de l'industrialisation à une autre, de sortie justement de cette conformation industrielle de l'urbain. Les mesures de défense de la ville contre les effets de l'arrivée des minorités ethniques durant l'entre-deux guerres évoque la Fédéral Housing Authority envoyant en 1934 et 1938 des consignes pour empêcher l'arrivée des Noirs mais aussi d'autres minorités comme les juifs et les polonais, dans les bons quartiers des villes qu'ils pourraient déprécier. A Paris, Hausmann rejetait les ouvriers à Belleville. Aux USA, le gouvernement fédéral voulait les retenir d'y pénétrer – sans grand succès – puisque ce sont les classes moyennes blanches qui en partent. D'où le recours à une politique de rénovation urbaine (*Urban Renewal Act* de 1949 et 1954) dotée d'un double objectif : économique d'abord, en visant à faire revenir l'activité et les Blancs par la création de centres d'affaires au cœur des villes, social ensuite, en tentant d'endiguer la « taudification » par la création de logements sociaux. Ce traitement brutal des ghettos laissera place à la fin des années 70, à un traitement beaucoup

moins ambitieux sur le plan urbanistique mais plus soucieux de la participation des habitants puisque la réhabilitation sera subordonnée à l'effectivité de celle-ci avec les fameuses Corporations de Développement Communautaire. Avec ces dernières, le thème de la mobilisation collective et de la mobilité individuelle remplace celui de la mixité imposée.

En Grande-Bretagne, l'industrialisation ancienne s'est accompagnée d'une politique volontariste de construction de logements sociaux dont la gestion était confiée aux municipalités, encourageant ainsi un certain clientélisme envers les classes laborieuses, mais suscitant aussi bien un très fort étalement urbain de la part des classes capables de s'émanciper de cette tutelle et de fuir la ville, toujours culturellement honnie dans la tradition britannique. La désindustrialisation s'est fait sentir très tôt et fortement en Grande-Bretagne, c'est pourquoi une "politique des centres urbains" est mise en œuvre dès les années 60, sous l'égide des travaillistes. Elle recompose de fond en comble les grandes villes industrielles anglaises et écossaises (Birmingham, Liverpool, Glasgow). Mais cette politique, brutale, suscite des résistances et, dans les années 70, la rénovation devient plus graduelle. L'arrivée au pouvoir des conservateurs en 1979 donne le signal d'une réorientation économique de cette revitalisation des centres associée cette fois à une "destitution" du pouvoir des municipalités (généralement travaillistes) dans le domaine du logement social.

Cette rapide évocation des politiques urbaines conduites en réaction à la désindustrialisation dans trois pays occidentaux permet de voir tout autant la pérennité de cette notion de renouvellement urbain que les variations auxquelles elle se prête durant l'histoire et à travers des situations différentes. Elle a principalement pour objectif de souligner l'intérêt d'une démarche comparative, historique mais surtout géographique de l'usage de cette notion comme de son appui ou non sur celle de mixité sociale.

Pour l'analyse de ces politiques de renouvellement urbain, on retiendra, outre l'invite au comparatisme, quatre niveaux de questionnement, non exclusifs les uns des autres :

1 - Le registre des modes de mobilisation du principe de mixité sociale

On ne reviendra pas ici sur l'intérêt heuristique de la mixité sinon pour reconnaître que c'est son extrême plasticité qui en a fait le succès. Chacun peut lui en donner sa propre définition et se livrer ainsi " par devers lui " à ses propres objectifs. Cet unanimité de façade appelle en retour une description précise des contextes de son instrumentalisation, et ce d'autant que cette invention française laisse souvent perplexe qui ne l'est pas !. Si le renouvellement est une thématique à laquelle les autres nations européennes souscrivent toutes en ce moment, le fait qu'il doive se justifier par un idéal de mixité ne paraît pas aussi également répandu ni susciter un même enthousiasme.

Si la mixité paraît aujourd'hui mobiliser les énergies aux fins de politiques qui visent à reconfigurer le peuplement de certains lieux, ces politiques répondent cependant dans la plupart des cas à d'autres soucis, plus circonstanciés, que celui de s'attacher à rééquilibrer la cité en contrariant les tendances lourdes à l'œuvre.

On peut attendre des chercheurs, moins qu'ils observent telle ou telle opération, action ou procédure, tel ou tel lieu, qu'ils ne s'attachent à identifier comment, dans une même ville ou agglomération, simultanément, en divers lieux, à l'occasion de plusieurs programmes ou projets, la notion de mixité sociale est utilisée, adaptée à des enjeux spécifiques : ici de mixité scolaire, là de mixité résidentielle (avec les effets contreproductifs de l'une sur l'autre), ici de « désethnicisation », là de diversification du parc immobilier, là encore de constitution d'une offre nouvelle pour de jeunes ménages. Au-delà d'une analyse lexicale de sa mobilisation, on sera sensible à tout travail de décryptage de son usage, qu'il cherche à identifier soit les représentations sur lesquelles il s'appuie, soit les dispositifs concrets par lesquels les acteurs entendent la mettre en œuvre .

2 - Le registre des comparaisons européennes.

S'agissant des comparaisons entre pays, les équipes sont invitées à prendre surtout l'espace de la communauté européenne comme base de référence en raison des variations nationales qu'elle offre comme des convergences induites par la politique urbaine de la commission. Pour se demander : comment caractériser les visions de la ville qui accompagnent les politiques de renouvellement urbain et la notion de mixité. Y est-elle également présente et au même titre ? Mais aussi dans quelle mesure le décalage historique et les spécificités

culturelles de la rénovation urbaine " post-industrielle " de chacune des nations européennes est-il compensé par un rapprochement des préoccupations, des pratiques et du vocabulaire ?

Enfin, quel est le rapport selon les contextes historiques et politiques, entre la recherche d'une revitalisation économique et celle d'une recomposition de la population ? Au nom de quels principes et selon quelles modalités se sont engagées des politiques de développement économique, en lien ou pas avec les populations résidentes : emploi, services et commerces aux ménages, mixité fonctionnelle... ?

3 - Le registre des comparaisons dans le territoire national

Une même dimension comparative est requise pour l'analyse des politiques récemment réalisées ou encore à l'œuvre dans le cadre du territoire national. Soit les GPV, les ORU, les Opérations de Rénovation Urbaine selon la loi Borloo de 2003, les opérations de requalification de centre ville engagées à l'initiative des pouvoirs locaux en association ou non avec des promoteurs privés. Dans tous les cas, il s'agit d'éviter les monographies isolées qui exposent la recherche au danger d'un propos redondant de celui des opérateurs ou des publications antérieures des chercheurs. La comparaison peut porter sur des opérations conduites dans des villes de même importance, ou bien entre des villes d'échelles très différentes, ou encore entre des opérations de rénovation urbaine de zones urbaines sensibles (ZUS) et des processus de requalification d'un centre dans la même agglomération. Ou enfin, entre des opérations visant une mixité fonctionnelle d'un quartier ancien ou d'habitat social.

Dans tous les cas, les équipes sont invitées à centrer la comparaison :

Sur le processus d'élaboration du projet : quelles forces apparaissent à l'origine, quelles sont les relations entre ces forces et les opportunités de financement qui se présentent ? Quels objectifs sont assignés à ces politiques de renouvellement urbain ? Quelle est la part respective du niveau local, ville ou agglomération, du niveau régional et national, et comment s'arbitrent les choix faits au niveau national dans les projets proposés, selon quels critères ? Comment la notion de mixité est-elle utilisée, dans chaque contexte ? Quels groupes sociaux ou ethniques désigne-t-elle comme insuffisamment ou trop présents ? Implicite ou explicitement ?

Sur le système des acteurs. Quels acteurs, publics et privés, sont mobilisés par ces politiques et sous quelles configurations, avec quels types d'alliances ? Comment ces objectifs des politiques s'articulent-ils avec les actions et stratégies des acteurs privés, au premier rang desquels les promoteurs et investisseurs privés, pour les contrarier, les infléchir ou les encourager et avec quelles conséquences sur le contenu et la mise en oeuvre des opérations ? Quels sont les types de capitaux appelés à s'investir dans les opérations programmées ? Quels rapports entre acteurs nationaux et locaux ? Comment le système des acteurs se modifie-t-il d'une procédure à l'autre ?

Sur les modalités de la relation entre les décideurs et les habitants : quelles sont de ce point de vue les différences entre la rénovation d'un quartier d'habitat social et celle d'un quartier ancien ? Est-ce que l'investissement accordé à cette question varie sensiblement d'une opération à l'autre ? Quelles sont les modalités de l'information et de la consultation ? Quelle en est la temporalité ?

4 - Le registre des effets économiques et sociaux du renouvellement urbain.

Au-delà des justificatifs, explicites ou implicites, des politiques de renouvellement urbain mises en oeuvre, il sera intéressant d'essayer d'en analyser les effets au moins les plus immédiats, le recul n'étant sans doute pas suffisant pour en épuiser tous les aspects.

Ces effets peuvent se décliner sous quatre entrées :

Effets sur le patrimoine bâti :

Quels reclassements d'espaces, revalorisation de certains ensembles immobiliers, dévalorisation d'autres, sont susceptibles de susciter les opérations de renouvellement urbain compte tenu de leur contexte géographique, de leurs objectifs et de leur déroulement ? Quelles en sont les conséquences sur le fonctionnement et les prix des marchés foncier et immobilier à l'échelle de la ville, voire à celle de son agglomération ?

Effets sur la composition sociale urbaine :

Comment les différents groupes sociaux, ethniques, vont-ils se redistribuer dans la ville, se partager ses espaces et quelles modifications de la géographie sociale urbaine en résulteront : accentuation, stabilisation ou freinage des tendances lourdes évoquées ci-dessus ? Comment les différents espaces de la ville, centre, proches périphéries, péri-urbain lointain, verront-ils évoluer leur spécialisation, ou au contraire leur diversité résidentielle ? Quelles mobilités résidentielles se verront encouragées ou au contraire contraintes, bloquées ?

Quels en seront les effets sur la composition par âge des différents quartiers et sur la circulation entre les différents espaces urbains et péri-urbains selon les temporalités du cycle de vie ?

Effets sur les pratiques sociales des ménages et des citoyens, en termes de cohabitation ou d'enfermement et de protection, de coexistence ou d'évitement ? Et ceci tant sur le plan de l'espace résidentiel en termes de redistribution des centralités que sur celui des espaces publics de la ville, aux différentes échelles concernées ?

Effets sur la diversification ou la spécialisation économique des différents quartiers : comment spécialisation ou mixité résidentielle et spécialisation ou mixité économique se conjuguent, se renforcent ou au contraire jouent l'une contre l'autre, l'arrivée d'activités économiques caractéristiques de la gentrification contribuant à évincer des populations et des activités économiques plus modestes ? Les stratégies de mixité fonctionnelle produisent-elles des effets de « brassage social » ou au contraire aboutissent-elles au renforcement des risques de tension entre populations inscrites dans des rythmes sociaux différenciés ?



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

ministère
de l'Emploi,
de la Cohésion
sociale et
du Logementministère
des Transports
de l'Équipement
du Tourisme et
de la Merdirection générale
de l'Urbanisme
de l'Habitat et de
la Construction

Le plan | urbanisme | construction | architecture | PUCA depuis sa création en 1998, développe à la fois des programmes de recherche incitative, des actions d'expérimentation et apporte son soutien à l'innovation scientifique et technique dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'habitat, de la construction et de la conception architecturale et urbaine.

Organisé selon quatre départements de capitalisation des connaissances : **Sociétés urbaines et habitat** traite des politiques urbaines dans leurs fondements socio-économiques ; **Territoires et aménagement** s'intéresse aux enjeux du développement urbain durable et de la planification ; **Villes et architecture** répond aux enjeux de qualité des réalisations architecturales et urbaines ; **Technologies et construction** couvre les champs de l'innovation dans le domaine du bâtiment ; le PUCA développe une recherche finalisée autour de plusieurs programmes : La ville pour tous | Se loger, habiter | L'Europe et la recherche urbaine | Organiser les territoires | Le renouvellement urbain | Energie dans le bâtiment : PREBAT, et d'ateliers thématiques assurant des transversalités entre programmes sous forme de rencontres entre chercheurs et acteurs, décideurs publics ou représentants des milieux professionnels, ainsi que des programmes d'appui :

- actions régionales pour lesquelles le PUCA a suscité l'émergence de pôles régionaux d'échange sur le développement et l'aménagement des territoires
- actions internationales dont European, programme européen de concours d'idées entre jeunes architectes
- actions vers les professionnels
- actions de valorisation et de diffusion-communication des résultats de ses travaux.

plan	urbanisme	construction	architecture
------	-----------	--------------	--------------

► Sociétés urbaines et habitat

La ville pour tous

Cultures urbaines et espaces publics
Défis de la citoyenneté urbaine
Emploi, insertion, discriminations
Mobilités et territoires urbains
Polarisation sociale de l'urbain et services publics

Rénovation urbaine et mixité sociale

Se loger, habiter

Accès au logement
Habitat et vie urbaine
Patrimoine et retraites
Socio-économie de l'habitat
Trajectoires résidentielles

L'Europe et la recherche urbaine

► Territoires et aménagement

Organiser les territoires

Organisation de l'espace urbain et dynamiques économiques
Politiques territoriales et développement durable
Plate-forme internationale d'échanges sur les territoires
Ville et aménagement

Le renouvellement urbain

Démolition et recomposition des quartiers
Insécurité et violences urbaines
Renouvellement urbain et environnement
Rénovation urbaine et stationnement

► Villes et architecture

Le futur de l'habitat

Activités d'experts et coopérations interprofessionnelles
Concevoir pour l'existant
Échelle et temporalités des projets urbains
Futur de l'habitat
Habitat pluriel : densité, urbanité, intimité
Innovations urbaines
Maison individuelle, architecture, urbanité
Métiers de la maîtrise d'ouvrage et de la maîtrise d'oeuvre
Quartiers durables

► Technologies et construction

Innovier pour construire ensemble

Bâtiment 2010
Chantiers rapides CQFD
Nouvelles technologies et construction
Observatoire de la démarche HQE
Palmarès de l'innovation
Villas urbaines durables
Énergie dans le bâtiment : PREBAT